CONFERENCE PRELIMINAIRE

DES SOCIETES NATIONALES DE LA CROIX-ROUGE

pour l'étude des Conventions et
de divers problèmes ayant trait à la Croix-Rouge

Genève

26 juillet - 3 août 1946

PROCES - VERBAUX

Volume III.

Séances de la Commission II.

(samedi 27 juillet - jeudi 1er août 1946)

Convention relative au traitement des prisonniers de
guerre et Convention relative aux civils.

* * *

I.- Séance du

Samedi 27 juillet 1946 de 9 h.30 à 12 h.

M. BODMER, membre du C.I.C.R.:

Comme M. Huber vous en a informés hier, lors de la séance plénière, chaque Commission a à sa disposition un conseiller du Comité international. C'est en cette qualité que je vous demande maintenant de nommer un Président, afin que nous puissions commencer nos travaux.

Prof. MILLOT, France: Je propose à l'Assemblée de maintenir M. Bodmer comme Président, quitte ensuite à choisir un ou deux vice-Présidents. (Approbation)

M. BODMER, Président: Je vous remercie de votre marque de confiance. J'accepte et propose d'élire deux vice-Présidents, soit M. le Professeur Millot, vice-Président de la Croix-Rouge française, et M. Pasmazoglou, représentant de la Croix-Rouge grecque.

Constatant que tout le monde approuve ce choix, je prie ces deux messieurs de bien vouloir monter sur l'estrade.

Notre bureau est donc constitué.

Permettez-moi de vous présenter également notre rapporteur, M. Pilloud, et notre secrétaire, M. Meylan.

Pour nous permettre de faire plus ample connaissance, il serait utile, me semble-t-il, de faire un appel nominal.

(Il est procédé à l'appel nominal par ordre alphabétique).

Je vous remercie.

J'ai l'honneur d'ouvrir la première séance de notre Commission, la deuxième, qui doit traiter les problèmes relatifs aux prisonniers de guerre et aux internés civils.

Après le discours prononcé hier par M. le Président Huber, il me semble superflu d'évoquer à nouveau les principes fondamentaux de la Croix-Rouge et la nécessité, dont nous sommes tous conscients, de les faire prévaloir.

Je me bornerai à rappeler l'idée essentielle dont s'inspire notre travail: apporter une aide efficace aux victimes de la guerre, améliorer leur sort dans la mesure du possible, obtenir pour elles, dans tous les domaines, le maximum. Nous nous efforcerons de faire en sorte qu'elles bénéficient des expériences de cette guerre, d'unifier les efforts, de simplifier l'organisation des secours - mais, bien entendu, sans perdre de vue les réalités. Il faut, suivant une ligne de conduite qui a toujours été celle de la Croix-Rouge et qui a fait ses preuves, se garder des utopies et arriver à des résultats. Il peut arriver que s'offrent plusieurs solutions: à nous de juger laquelle présente le plus d'avantages.

Les réalisations dans le domaine humanitaire ne devraient pas être hors de proportion avec les détresses et les destructions. L'homme seul peut panser et guérir les plaies que l'homme cause. Le bien, a écrit un de nos collaborateurs, très souvent n'est vaincu par le mal qu'à cause de son excessive modestie. Nous ne voulons pas être modestes - mais réalistes. Quant au programme de notre Commission, il est extrêmement chargé. Je ferai de mon mieux, avec votre aide, dont je vous suis à l'avance extrêmement reconnaissant, pour que nous venions à bout de notre tâche dans le temps prévu. Les 30 heures dont nous disposons ne nous permettent qu'un examen rapide et nous interdisent de nous perdre dans les détails. Je voudrais rappeler que cette Conférence est une conférence préliminaire consultative. Il ne s'agit donc pas de prendre des décisions ou de formuler des résolutions définitives. Il s'agit pour les Croix-Rouges d'échanger leurs vues sur les points que le Comité international de la Croix-Rouge s'est permis de leur soumettre et qui forment les volumes II et III de la documentation que vous avez en mains. Si quelqu'un désirait soulever d'autres points, je le prierais de me le faire savoir à temps, afin qu'ils puissent être portés à l'ordre du jour de la séance suivante. Il sera précieux pour le Comité international de la Croix-Rouge de connaître l'opinion des Croix-Rouges nationales sur les diverses questions figurant à l'ordre du jour. Les résultats de cet échange de vues lui serviront de base pour préparer la Conférence de 1948.

Le Comité international de la Croix-Rouge désire savoir si l'on a été satisfait de la façon dont il a tenu son rôle durant cette guerre, si les tâches conventionnelles ou improvisées dont il s'est acquitté ont été accomplies selon l'attente des Croix-Rouges ou si ces dernières souhaiteraient des modifications. Le Comité international de la Croix-Rouge étudiera attentivement toutes les suggestions qui lui seront faites, sans pouvoir d'ores et déjà préjuger du résultat final des discussions. Quant aux questions d'actualité et celles concernant l'avenir, elles rentrent dans

l'ordre du jour de la séance plénière. L'essentiel de certaines questions, telles que le statut du personnel sanitaire, par exemple, est du ressort d'une autre Commission, et, sur ce point, nous nous limiterons strictement à la partie relative à la captivité. Enfin, certaines questions, bien que touchant à la captivité, sont spécialement du domaine gouvernemental. Je citerai la sanction des prérogatives des délégués, la question des rations, celle de la franchise et de la priorité des transports, etc.. Nous ne nous attarderons pas à les examiner, mais prierons les Croix-Rouges nationales de faire les démarches appropriées auprès de leurs Gouvernements respectifs.

Je vous propose de suivre la documentation que nous avons en mains.

Je voudrais encore faire remarquer que, pour les délégations qui désirent s'exprimer en russe, nous avons une traductrice en la personne de Mme de Ribaupierre.

J'ai l'honneur de donner la parole au Prof. MilLOT, vice-Président.

Prof. MILLOT, vice-Président, France: Permettez-moi de faire une remarque qui intéresse l'ordre des débats. Si j'ai bien compris le Président, nous ne sommes pas une Assemblée délibérante, nous n'allons pas voter, ni prendre de décisions. Toutefois, comme tout débat doit avoir une conclusion, nous en aurons une. Dans la rédaction de cette conclusion, je tiendrai, pour ma part, à ce que l'opinion minoritaire fût mentionnée. En effet, une opinion peut être écartée, alors qu'à la réflexion - et nous aurons le temps de réfléchir - on peut lui rendre justice et en tirer profit.

Le PRESIDENT: Nous passons à l'ordre du jour.

L'ordre du jour sera fixé pour chaque séance ou pour chaque journée, et il faut espérer que nous pourrons en traiter tous les points. Si d'autres propositions devaient être faites, elles seraient inscrites à l'ordre du jour d'une prochaine séance.

1. INTRODUCTION

M. PILLOUD, rapporteur: Je m'efforcerai d'être aussi bref que possible.

Après un historique de la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre, nos notices exposent les difficultés qui se sont présentées dans son application. En ce qui concerne la Convention dans son ensemble, nous avons reçu des propositions de trois Croix-Rouges nationales:

1 projet de Convention complète établi par la Croix-Rouge de Belgique,

1 projet de même nature de la Croix-Rouge britannique

et 1 projet, enfin, de la Croix-Rouge australienne.

Au fur et à mesure que nous arriverons aux différents points traités par ces projets, je vous le signalerai.

La notice qui vous a été remise pose clairement le problème de savoir s'il convient de rédiger un code des prisonniers de guerre très précis, s'inspirant des expériences de cette guerre ou si, au contraire, il faudrait, dans l'ignorance de ce qui peut arriver, émettre seulement des principes généraux. Telle est la question qui vous est posée. Les inconvénients et les avantages de ces deux méthodes vont être examinés. Le Comité international lui-même n'a pas pu, jusqu'à présent, se décider pour l'une ou l'autre de ces solutions. On pourrait notamment prévoir des principes généraux dans une Convention assez brève, puis une sorte de règlement - comme pour les Conventions de La Haye, par exemple - qui reprendrait en détail les différents points du traitement des prisonniers de guerre.

Je signale encore que la fusion de différentes Conventions a été envisagée et que ce point spécial se trouve mentionné à la fin du troisième volume concernant les internés civils. Il s'agit, je le répète, d'une fusion éventuelle des Conventions concernant les prisonniers de guerre et les civils.

Major-General HAWES, Grande-Bretagne (traduction de l'anglais): Sur ce point précis, permettez-moi de dire qu'après avoir interrogé les commandants de camps de prisonniers, nous avons constaté que s'il y avait eu davantage de détails exprimés d'une manière définie dans une Convention, il eût été plus facile de les faire remarquer aux Allemands, qui n'auraient pas pu les enfreindre. Nous reconnaissons parfaitement l'avantage de principes généraux. La meilleure solution nous paraît toutefois être celle à laquelle il a été fait allusion: une Convention générale, qui n'examinerait pas toutes les questions de détail - par exemple la question des loisirs. Cette solution nous paraît la plus souhaitable.

Nous n'avons pas encore une formule parfaite, mais d'ici quelque temps - ce sera peut-être trois minutes, ce sera peut-être 24 heures -, nous pourrions trouver une solution-type, qui permettrait de donner satisfaction à chacun.

Miss Thornton, qui s'est occupée pendant longtemps de ces questions, me fait observer qu'en parlant des commandants de camps j'avais pu donner lieu à une fausse interprétation. Le terme que j'ai employé aurait pu faire croire que je pensais au fonctionnaire allemand. Or, il s'agissait en réalité de l'homme de confiance des prisonniers britanniques et non pas du commandant proprement dit du camp.

M. OSBORNE, Union Sud-Africaine (traduction de l'anglais): Je voudrais appuyer entièrement ce qui a été dit par M. Hawes et signaler les expériences qui ont été faites. La question primordiale consistait toujours dans l'interprétation des règles existantes, qui étaient très vagues. Il paraît donc désirable qu'on s'exprime de façon détaillée, pour avoir quelque chose de net, constituant une solide base de travail.

Dr Lan Sen WOO, Chine (traduction de l'anglais): Je prends la parole pour la première fois au nom de 400 millions d'hommes pour vous rappeler, comme on vous le disait tout à l'heure, que de l'autre côté du monde la situation n'est pas la même qu'en Europe.

Au début de l'autre guerre, nous avons lutté contre notre gré et seuls. Ce n'est que depuis 1943 que nous avons eu l'occasion de rencontrer un représentant du Comité international de la Croix-Rouge. Depuis lors, notre situation s'est améliorée.

Notre guerre - il faut le souligner - était plus ou moins unilatérale -, nous n'avons pas fait beaucoup de prisonniers, car nous n'en avons pas eu l'occasion, et nos prisonniers se trouvaient dans une situation terrible, car l'ennemi ne disposait que de très peu de place pour créer des camps. Permettez-moi de faire une ou deux suggestions.

Il n'est pas facile de se réunir en réunion internationale. Puisque nous sommes aussi nombreux, nous devrions en profiter pour nous faire part mutuellement de nos expériences; l'échange de nos expériences et de nos opinions pourrait être extrêmement utile. Il est évidemment difficile d'entrer dans des détails quand nous ne disposons que de 30 heures de discussion. Ce que vous nous suggérez, c'est en quelque sorte d'aller en arrière. Or, nous avons des documents sous la main. Nous allons les revoir, article par article, chapitre par chapitre. Les délégués pourraient lire

ces textes chez eux tranquillement dans leur chambre. En lisant un certain nombre de pages par jour, nous pourrions consacrer le peu de temps dont nous disposons utilement à la discussion et nous n'aurions pas besoin de suivre un texte. Il est important de ne pas négliger ce que nous appelons les témoignages humains. Nous avons souffert, fait des expériences diverses. Nous devrions nous faire part mutuellement de nos expériences. Je voudrais également suggérer que chacun parle assez brièvement puisque nous disposons d'un temps restreint, pour que nous puissions arriver à des conclusions concrètes. Je sais bien que nous ne sommes pas là pour prendre des décisions; mais après la clôture de cette Conférence, nous aimerions pouvoir rentrer dans notre pays en faisant part à nos compatriotes des résultats auxquels nous sommes arrivés.

M. PESMAZOGLOU, vice-Président, Grèce: Je me rallie entièrement à l'opinion exposée par les deux orateurs qui viennent de parler. La question qui nous occupe ne se présente pas uniquement dans les codes et lois de guerre. C'est une question qui a également tout son intérêt dans les codes des différents pays, dont l'application se fait en temps de paix. Pour toutes ces lois, la question se pose de savoir si les codes doivent prévoir toutes les questions ou si, au contraire, ils ne doivent que formuler des principes généraux et permettre à celui qui applique la loi d'avoir la liberté nécessaire pour trouver la solution adéquate aux cas particuliers qui se présentent. Je pense qu'en ce qui concerne la législation de guerre; la question ne se pose pas sur le même plan, parce que là, ce n'est pas le juge interne qui va appliquer le droit, mais il s'agit de l'ennemi qui va appliquer la Convention. Je crois qu'il est tout à fait nécessaire que les Conventions contiennent des dispositions très particulières prévoyant, autant que possible, tous les cas qui peuvent se présenter. Ensuite, par une règle générale, on pourrait dire - c'est un exemple que je cite - que toute question qui n'a pas été explicitement prévue devra être traitée suivant les règles générales de l'humanité et des usages en vigueur parmi les peuples civilisés.

SARDAR BAHADUR BALWANT SINGH PURI. Inde (traduction de l'anglais): Permettez-moi d'appuyer les avis exprimés par les orateurs précédents. Remarquons toutefois qu'il est impossible, pour une Convention, de prévoir tous les détails et tous les cas possibles.

En ce qui concerne les prisonniers de guerre, qui sont coupés de leur propre pays, et qui sont, ne l'oublions pas, aux mains de l'ennemi, il me semble désirable d'arriver

à une Convention aussi détaillée que possible, de manière à prévoir le plus grand nombre des cas qui peuvent se présenter et d'améliorations qui peuvent être réalisées.

Lady OWEN, Australie (traduction de l'anglais):
D'emblée, permettez-moi de vous dire que les représentants de la Croix-Rouge australienne prendront probablement fréquemment la parole pour vous rappeler que les conditions existant de l'autre côté du monde sont extrêmement différentes de ce qu'elles sont chez vous et qu'il faudrait en tenir compte dans l'établissement d'une Convention qui doit s'appliquer à chacun. Pour notre part, nous sommes en face d'un ennemi dont la civilisation n'était qu'une civilisation de surface et cette mince couche de civilisation s'en est allée assez rapidement. Lorsqu'on pense à une Convention qui englobera le monde entier, il ne faut pas perdre de vue la situation différente qui existe dans un hémisphère et dans l'autre.

M. POPPER, Autriche: Si je me permets de prendre la parole, c'est pour appuyer ce qui a été dit et ajouter deux petites remarques.

Il me semble que la proposition faite par le Comité nous permettrait d'envisager d'élargir la discussion et de prévoir, dans des règles générales, des formules donnant la possibilité de protéger aussi bien les prisonniers de guerre que les civils. Si nous ne le faisons pas, nous risquons d'entrer dans les détails, d'approfondir les discussions beaucoup plus loin qu'en 1929 et de discuter de cas particuliers concernant les prisonniers de guerre.

En second lieu, je reprends la proposition faite par le Comité d'élaborer un accord-type. Nous n'avons pas de bonnes expériences avec cette idée, qui a déjà été suivie en 1929. Il s'agit, comme nous l'avons entendu dire de deux côtés, d'une situation particulièrement difficile dans laquelle se trouve le prisonnier de guerre: il est en face de l'ennemi et doit pouvoir le forcer à appliquer les règles établies par ce que nous appelons la Convention. Il s'agit d'une question d'éducation. Pour que l'ennemi puisse appliquer convenablement les Conventions, il faut qu'il y soit préparé. C'est pourquoi je me permets de vous proposer, au lieu d'une règle générale, au lieu d'un accord-type, un règlement militaire unifié. Nous pourrions essayer de formuler ce règlement d'une manière telle qu'il soit appliqué par tous les signataires des Conventions et qu'il fasse partie de leur règlement interne. Je crois que cette unification des règlements militaires permettra - c'est une idée qui n'est pas récente, elle se trouve déjà dans la Convention de La Haye -

permettra, dis-je, aux représentants des prisonniers de guerre - commandants ou hommes de confiance - de mieux s'entendre avec l'ennemi.

M. PESMAZOGLOU, vice-Président, Grèce: Il s'agit de l'art. 28 de la Convention de La Haye.

M. SKIBSTED, Danemark: Bien que le Danemark n'ait pas eu de prisonniers de guerre - nous n'avons guère connu que les volontaires danois dans les armées alliées -, notre pays a quand même été amené à appliquer la Convention de 1929. En effet, à un moment donné, tous les officiers danois ont été internés. En face de cette situation, la Croix-Rouge danoise a obtenu qu'on puisse leur appliquer la Convention de Genève. Nous avons alors constaté plusieurs lacunes. C'est pourquoi nous nous rallions au point de vue exprimé par M. Hawes et appuyé par d'autres délégués encore.

Constatant que l'Assemblée est d'accord avec ce point de vue, je me demande si nous ne pouvons pas passer au chiffre 4 de l'ordre du jour.

M. van LEYNSEELE, Belgique: Je crois que, d'une façon générale, la Convention de 1929 relative à la situation des prisonniers de guerre a donné, pendant ce conflit - tout au moins en Europe - les résultats qu'on en attendait. Je ne sais pas si la situation est identique dans les autres parties du monde et il me serait agréable que la délégation australienne indique son point de vue. En Europe, on peut dire que cette Convention de 1929 a rendu d'énormes services. Pourtant nous constatons parmi les délégations européennes une tendance - qui, je crois, est générale - consistant à vouloir apporter aux règles établies des précisions complémentaires. La raison de cette tendance a été excellemment indiquée par l'honorable délégué de la Grèce, qui nous a montré combien les prisonniers de guerre avaient intérêt à pouvoir s'appuyer sur un texte précis. Que telle ait été la réaction des prisonniers de guerre belges, c'est ce qu'indique le projet très détaillé que la Croix-Rouge de mon pays a déposé. Je crois donc pouvoir exprimer la tendance générale des pays européens en disant que l'on désire que des précisions complémentaires soient apportées à la Convention de 1929.

Il me paraît qu'il se pose encore une autre question au sujet de laquelle nous avons à nous prononcer: il s'agit de savoir si ces précisions, nous allons les insérer dans la Convention même ou si nous allons adopter une autre

méthode. La Convention de 1929 entre déjà dans beaucoup de détails. Adopter la première solution, c'est ajouter des détails à d'autres détails. C'est une solution. Il y en a une autre, qui consiste à faire une Convention très brève synthétisant les principes, et à annexer à cette Convention - qui pourrait alors être une Convention générale - une annexe dans laquelle on entrerait dans tous les détails requis. Je pense que c'est sur cette question de principe que nous avons à nous prononcer. J'ajoute que ce problème se lie à une autre question qui nous est posée, soit la question de savoir si nous allons faire une Convention unique englobant à la fois les militaires et les civils ou si nous allons faire des Conventions séparées. Si l'on adopte la première solution - que je vous ai indiquée tout à l'heure -, c'est-à-dire en admettant le texte de 1929 lui-même et en y insérant de nouveaux détails, je crois qu'il est très difficile d'englober dans un texte si détaillé à la fois la réglementation relative aux militaires et celle se rapportant aux civils. Si, au contraire, vous vous prononcez pour l'autre solution, consistant à faire une Convention brève proclamant simplement les principes, quitte à traiter les questions relatives à l'application de ces principes dans une annexe, je crois alors qu'il est possible d'englober dans cette Convention brève à la fois la situation des militaires et celle des civils.

Tels sont les termes dans lesquels se posent - je pense - les problèmes que nous avons à résoudre au sein de cette Commission.

Le PRESIDENT: Avant de donner la parole à Madame Frick-Cramer, permettez-moi une petite remarque. Je ne pense pas que nous devons nous effrayer de l'ampleur du débat au début de cette journée. Nous traitons en effet des questions générales et nous devons entendre le plus possible de points de vue généraux avant d'examiner la question sous son angle technique.

Madame FRICK-CRAMER, membre du C.I.C.R.:

Je ne veux pas allonger beaucoup ce débat. Si le Comité a posé la question dont nous nous occupons actuellement, c'est, comme l'a rappelé le représentant de la Croix Rouge de Belgique, pour savoir si, d'après les expériences que vous avez faites, la Convention de 1929 a été satisfaisante ou si elle ne l'a pas été. A la suite des paroles qui viennent d'être prononcées, on peut dire qu'en Europe elle a été satisfaisante. Par contre, il faut remarquer qu'un très grand nombre de dispositions prévues n'ont pas pu être appliquées dans de nombreuses parties du monde hors de l'Europe -

ou même dans certains secteurs en Europe. Je souhaite que ce débat épulse ce sujet. Nous voudrions savoir, si, en mettant plus de détails dans la Convention que nous souhaitons universelle, nous ne risquons pas que cette Convention ne puisse pas être appliquée. C'est pourquoi nous désirons, grâce à ce débat, avoir votre opinion sur ce point. Notre impression - ce n'est pas une opinion puisque nous attendons la vôtre - est, en se basant sur les expériences qui ont été faites sous le régime de la Convention de 1929, ou même antérieurement à une époque où cette Convention n'existait pas, qu'on peut prévoir un certain nombre de principes de base auxquels on peut se référer. Cependant, cette partie générale doit être brève. On peut, à cet égard, se référer à celle figurant dans le règlement de La Haye, où figure un renvoi aux dispositions spéciales pour le cas où la Convention elle-même ne serait pas suffisante.

Si je comprends bien les diverses opinions qui ont été exprimées, nous sommes tous d'avis que la Convention de 1929, si elle a rendu des services, manque cependant d'une partie générale exprimant le désir de défendre, de maintenir la dignité de la personnalité humaine tombée au pouvoir de l'ennemi, quelle que soit cette personnalité, qu'elle soit militaire ou civile, qu'elle soit tombée au pouvoir de l'ennemi ou d'une autorité qu'elle ne reconnaît pas.

Comme le représentant de la Croix-Rouge de Belgique l'a indiqué, nous devrions prévoir une partie générale, exprimer un certain nombre de principes généraux qui puissent être appliqués en tout état de cause et auxquels on puisse se référer si certains détails ne figuraient pas dans les actes conventionnels.

Tout d'abord, à cette Convention générale, il y aurait lieu d'ajouter un certain nombre de précisions dans des règlements annexes qui pourraient être signés par un certain nombre de Puissances sans nécessairement être signés par toutes. C'est là un point qu'il serait indiqué de soumettre aux Gouvernements. Permettez-moi enfin de souligner une disposition de la Convention de 1929 qui n'a malheureusement jamais été appliquée et qui pourtant, dans l'esprit de ses rédacteurs, était une disposition essentielle, destinée justement à pallier aux carences de la Convention. Il s'agit de la fin de l'article 83 de la Convention des prisonniers de guerre. Je me permets de vous le lire:

"En vue d'assurer l'application, de part et d'autre, des stipulations de la présente Convention, et de faciliter la conclusion des Conventions spéciales prévues ci-dessus, les belligérants pourront autoriser, dès le début des hostilités, des réunions de représentants des Autorités respectives chargées de l'administration des prisonniers de guerre."

Pendant la guerre de 1914-1918, de semblables réunions ont eu lieu et ont permis l'application de principes généraux de la Convention de La Haye. Ces réunions ont eu lieu soit directement, soit par l'intermédiaire de personnes interposées. Je me permets de vous rappeler la fin de l'article 83, car je voudrais le voir conservé. J'espère que vous pourrez faire ressortir une telle disposition dans le projet que vous élaborez.

Mme RIBNIKAR, Yougoslavie: Nous sommes venus ici pour discuter de conventions, pour échanger nos opinions et nous faire part mutuellement de nos expériences. Je tiens à remercier notre Président qui nous a donné la possibilité de nous exprimer librement à ce sujet. Nous avons déjà constaté qu'il se manifeste au sein de cette Commission des opinions diverses; certaines délégations se déclarent satisfaites de l'application des Conventions, d'autres ne le sont pas. Je vous prie de bien comprendre l'attitude de la délégation yougoslave: nous ne pouvons pas être satisfaits de l'application des Conventions, car, en Norvège seulement, nous avons eu 25.000 prisonniers de guerre exterminés. En considération de ces faits, la délégation yougoslave se croit autorisée à vous faire part de quelques objections.

Nous voudrions tout d'abord souligner la nécessité d'une seule Convention unifiée qui serait une garantie solennelle de tous les Etats que les droits de l'homme seront respectés dans toutes les circonstances.

Un second point, également très important, et que nous devons discuter ici pour aboutir à des résultats concrets, consiste à se demander pourquoi les Conventions précédentes n'ont pas été appliquées comme elles auraient dû l'être. Nous pensons qu'il y a à cette situation deux raisons principales: la première est que les Conventions n'étaient pas assez popularisées, la seconde que les violations n'ont pas été dénoncées énergiquement.

Permettez-moi d'examiner un peu plus à fond les deux aspects de ce problème.

Premièrement, la Convention n'était pas assez popularisée. Vous savez que les Allemands n'ont pas violé le protocole interdisant l'emploi des gaz asphyxiants (voir le manuel, page 70) parce qu'une propagande d'une grande envergure avait mis en garde l'opinion publique. C'est pour cette raison que les Allemands ont craint de violer cet accord. Cela prouve que la garantie la plus importante contre la violation d'une Convention réside dans l'opinion publique et le contrôle que tous les peuples exercent. Les Allemands ont prouvé qu'ils craignent l'opinion publique, comme l'attestent les efforts

qu'ils ont fait pour cacher leurs crimes aussi longtemps que possible. Ils apprécient eux-mêmes à sa juste valeur la force de l'opinion publique comme le prouve l'usage qu'ils ont voulu faire de la provocation de Katyn.

Secondement, en ce qui concerne la dénonciation des violations, je tiens à remarquer qu'elles auraient dû être faites par le Comité conformément aux dispositions de l'article 7, dernier paragraphe, des statuts de la Croix-Rouge internationale (page 160). Dans la discussion relative à ce problème, le Comité international de la Croix-Rouge se défend de l'accusation portée contre lui de n'avoir pas dénoncé publiquement les violations de la Convention, en disant que les dirigeants de l'Allemagne n'auraient pas toléré la continuation de l'action du Comité international de la Croix-Rouge si celui-ci avait dénoncé publiquement leurs crimes. Or, il faut remarquer que les violations de la Convention ont commencé bien avant la guerre. Permettez-moi de citer quelques exemples. En 1932, les Japonais bombardent les hôpitaux de Shanghai. En 1935, les Italiens bombardent la mission médicale de la Croix-Rouge suédoise en Abyssinie. De 1936 à 1939, les fascistes allemands et italiens, au cours de la guerre d'Espagne, attaquent systématiquement les ambulances et les postes sanitaires. Ces précédents très importants ont montré clairement que le Comité international de la Croix-Rouge n'était pas préparé à défendre résolument les Conventions pour des raisons qui nous sont inconnues-

Tenant compte de ces arguments, la prochaine Convention devrait prévoir la procédure d'enquête et de condamnation éventuelle en cas de violation. D'autre part, elle devrait être préparée avec la participation la plus large de toutes les couches de la population de toutes les nations. Conformément à ses principes généraux, la Convention prochaine devrait s'inspirer des points suivants - je me permets de vous les lire:

1. La Convention doit entrer en vigueur dès le début des actions militaires, même en l'absence d'une déclaration formelle de la guerre, et être appliquée non seulement en cas de guerre entre les Etats, mais également en cas de guerre civile.

2. La Convention doit assurer la protection des prisonniers de guerre, de toutes les victimes de la guerre tant militaires que civiles quelle que soit leur nationalité.

3. La Convention doit prévoir l'obligation pour celui qui occupe un territoire d'assurer le ravitaillement de la population du territoire occupé et de prendre toutes les mesures pour assurer la lutte contre les épidémies.

4. La Convention doit souligner que les méthodes de guerre bactériologiques et chimiques, de même que l'emploi

de la bombe atomique, sont interdits.

5. La Convention doit prévoir l'interdiction de l'emploi des prisonniers de guerre et des civils des pays occupés à des travaux de caractère militaire de même que leur déportation loin de leur domicile. Elle doit prévoir l'interdiction des représailles collectives contre la population à la suite d'actes individuels, la prise d'otages et, en général, toute action de représailles contre les otages.

6. La Convention doit souligner que toute violation des principes humanitaires et toute atteinte aux droits de l'homme doit être considérée comme infraction au droit international.

7. La Convention doit prévoir une procédure d'enquête rapide à la suite d'une plainte au sujet d'une infraction au droit international.

8. La Convention doit élaborer une procédure par laquelle les constatations des infractions devront être soumises au Conseil de Sécurité des Nations Unies afin d'éviter le renouvellement des infractions. La Convention doit prévoir la création d'un tribunal international spécial pour la punition de ceux qui sont coupables d'avoir contrevenu aux principes essentiels de la Convention.

Vu l'importance de la préparation d'une telle Convention - qui doit être une garantie pour les populations du monde entier - et l'utilité qu'il y a à ce qu'elle tienne compte de l'expérience des principaux intéressés, il y a lieu de désigner une Commission spéciale permanentement autorisée par toutes les Sociétés nationales de Croix-Rouge.

La délégation yougoslave se permettra de vous présenter au cours de ces discussions - demain peut-être - le projet que je viens de vous lire. (Applaudissements)

M. OSBORNE, Union Sud-Africaine (traduction en anglais): Je voudrais faire une proposition qui a trait à notre plan de travail. Nous devons avoir une idée exacte de ce que nous devons faire. Nous devrions prévoir une sous-Commission. J'ai déjà songé à 3 ou 4 sous-Commissions possibles. Pendant l'heure du déjeuner, nous pourrions discuter avec le Président pour établir un plan de travail.

Certaines questions, qui ont été discutées ici, n'entraient pas dans l'ordre du jour. Il me semble, dans ces conditions, que nous pourrions travailler beaucoup mieux en nous subdivisant en sous-Commissions. Ces groupements plus restreints pourraient faire rapport à la séance plénière de la Commission. Notre travail avancerait plus vite et d'une manière plus efficace.

Le PRESIDENT: Telle est bien notre intention. Mais nous voudrions auparavant entendre les différentes opinions générales. Peut-être, cet après-midi, créerons-nous les sous-Commissions que vous envisagez, ce qui nous permettra de continuer avec profit nos travaux.

M. GALLOPIN, Directeur-délégué du C.I.C.R.:

Je voudrais remercier la délégation yougoslave des propositions complètes qu'elle a bien voulu faire et que nous serons très heureux de voir distribuer dans un proche avenir. Ainsi la Commission pourra examiner cette question comme elle mérite de l'être. Nous pensons que la plupart de ces propositions correspondent à des points que le Comité international de la Croix-Rouge aurait souhaité voir réglés depuis longtemps. Il espère que maintenant l'occasion lui sera donnée d'avancer dans cette voie.

Je voudrais signaler que les protestations auxquelles la représentante de la délégation yougoslave a fait allusion n'ont pas leur source dans la Convention de Genève, mais se rapportent avant tout à la disposition des statuts du Comité qui a été signalée.

Pour éclairer le débat, je voudrais proposer que cette question soit débattue dans la Commission No 3, qui a inscrit ce point à son programme.

M. KORKOZOWICZ, Pologne (traduction du polonais par M. Kostkiewicz): La délégation polonaise ne désire aucunement faire des critiques. Elle aimerait toutefois savoir, étant donné les nombreuses interventions de la Croix-Rouge internationale, pourquoi, jusqu'à un certain point, les institutions de son pays n'ont pas été suffisamment protégées. Je veux dire par là que nos prisonniers n'ont pas obtenue les résultats qu'ils étaient en droit de demander.

L'opinion publique polonaise a été déçue par ce manque de protection. Avant d'examiner les questions de détail à la sous-Commission, la délégation polonaise aimerait savoir quels ont été les résultats des interventions de la Croix-Rouge internationale et, s'il n'y a pas eu de résultats concrets, pourquoi son intervention a été si décevante.

M. GALLOPIN, Directeur-délégué du C.I.C.R.:

Pour répondre aux opinions exprimées par les représentants de la délégation polonaise, il y a lieu d'indiquer que nous sommes, au Comité international, conscients des solutions peu satisfaisantes qui ont été

constatées dans plusieurs cas, même en Europe. Je rappelle à cet égard les déclarations que nous a faites Mme Frick-Cramer.

Nous sommes à votre disposition pour répondre en détail à toutes les remarques que l'on voudrait bien nous faire ici. Je me demande toutefois s'il ne serait pas préférable, sur tel ou tel point particulier - sur le travail qui a été accompli ou qui n'a pas été accompli -, s'il ne serait pas préférable, dis-je, de débattre préalablement ces questions en dehors de la séance de la Commission, de façon à pouvoir alléger le débat et faciliter notre travail. Si nous n'adoptons pas un pareil mode de procéder, nous risquons d'immobiliser la Commission pour répondre à telle ou telle demande que voudraient bien nous adresser des Sociétés nationales.

Je le répète: nous sommes là pour répondre à vos questions. Comme, toutefois, on peut prévoir qu'elles se rapporteront à des points particuliers, qu'elles touchent telle ou telle catégorie de prisonniers, il faudrait, me semble-t-il, les étudier en dehors de la Commission pour y revenir ensuite en séance plénière, si la question pose des problèmes d'ordre général.

Mme HAVRANKOVA, Tchécoslovaquie: Pendant 7 ans, notre pays n'a été qu'un camp de concentration. La Convention de 1929 n'a joué aucun rôle pour nous; c'était comme si elle n'existait pas.

Avant d'aborder les questions de détail au sein de la sous-Commission devant laquelle nous pourrions exposer les préoccupations qui ont toujours été les nôtres, la question principale est de savoir si la Convention de 1929 doit être modifiée pour permettre à l'avenir son application tant aux citoyens privés qu'aux militaires. Les autres points, nous les exposerons devant la sous-Commission.

M. PESMAZOGLOU, vice-Président, Grèce: Je me rallie entièrement à l'exposé fait par la représentante de la délégation yougoslave. Il me paraît indiqué de faire une seule Convention qui joue aussi bien pour les prisonniers de guerre que pour les prisonniers civils.

Si nous étudions l'histoire des Conventions, nous constatons que toutes les fois où il y a eu une Convention générale accompagnée de déclarations partielles, plusieurs pays ont accepté la Convention générale mais n'ont pas ratifié les Conventions séparées. J'ai l'impression que si un seul texte est établi, il sera beaucoup plus facile d'arriver à ce qu'il soit adopté par tous les Etats.

Dr JUNOD, délégué du C.I.C.R. :

Il me semble que la délégation yougoslave et la délégation polonaise ont soulevé dans leurs exposés un problème essentiel. Il y a lieu d'envisager non seulement la Convention, mais encore son application. C'est là probablement ce qui préoccupe le délégué de la Croix-Rouge polonaise. Il faut penser à faire une Convention qui corresponde non seulement au désir des nations, mais encore à une application pratique. Dans beaucoup de cas, nous avons constaté que l'application de la Convention s'est avérée difficile.

Le PRESIDENT: Personne ne demande la parole ?

Je prie le rapporteur de nous donner un résumé des débats.

M. PILLIUD, rapporteur: D'après les opinions qui ont été exprimées, on peut dire que tous les délégués désirent que la Convention soit révisée et que soient fixés certains points qui ne l'étaient pas jusqu'à présent. Les autres opinions concernent l'application de la Convention. A cet égard, nous pouvons dire que la Commission unanime est en faveur d'une révision de la Convention, si je ne fais pas erreur en interprétant les interventions qui ont eu lieu. En revanche, en ce qui concerne une formule très générale de Convention accompagnée d'une annexe plus détaillée, il est difficile de discerner si la Commission penche pour l'affirmative ou pour la négative. Comme on a également abordé la question de la fusion des Conventions existantes ou à créer, il serait peut-être préférable de réserver pour la fin des débats de la Commission ce point qui est inscrit sous la rubrique 11 du fascicule vert III sous le titre "fusion éventuelle des Conventions sur les prisonniers de guerre et les civils".

Je pense avoir de la sorte résumé le sentiment de l'Assemblée. Si tel n'avait pas été le cas, je serais heureux qu'un orateur le fasse remarquer en demandant la parole.

Le PRESIDENT: Il me paraît en effet qu'il faut attendre la fin des débats pour aboutir à une conclusion. Je crois toutefois que l'opinion générale est en faveur d'une Convention générale à laquelle on pourrait ajouter les annexes nécessaires.

Je demande à l'Assemblée si elle juge utile de procéder immédiatement à la désignation des sous-Commissions. Je vous propose de le faire sans plus tarder.

Major-General HAWES, Grande-Bretagne (traduction de l'anglais): Je vous propose au contraire de passer immédiatement à l'examen du point 2 de l'ordre du jour. Ensuite seulement, nous nous subdiviserons en sous-Commissions.

2. APPLICATION DE LA CONVENTION ENTRE LA CESSATION DES HOSTILITES ET LA CONCLUSION DE LA PAIX.

M. PILLAUD, rapporteur: Cette question a été mise à l'ordre du jour de la Conférence à la demande de la Croix-Rouge britannique, qui nous a priés d'étudier la situation des prisonniers de guerre pendant cette période.

La notice que vous avez en mains examine d'abord la situation des prisonniers de guerre pendant la guerre pour passer ensuite à l'examen de la situation qui existe après 1945. Dans la première partie, on se réfère particulièrement à la situation des prisonniers polonais et français. Dans la seconde partie, on s'occupe des prisonniers de guerre de l'Axe. Comme vous le verrez, la Convention ne permet pas, si on l'interprète strictement, que des changements interviennent dans la situation des prisonniers de guerre du fait de la défaite totale d'un Etat ou même de sa disparition.

Cependant, comme on vous l'expose également, on a dû constater que des changements ont été apportés dans la situation des prisonniers, qui ont été privés de certaines prérogatives ou même qui ont changé d'état. La question se pose également, après la fin des hostilités, du rapatriement des prisonniers de guerre. Les dispositions de la Convention relatives à ce problème sont précises, mais leur application a été généralement défectueuse.

En outre, il y a lieu d'examiner la situation individuelle du prisonnier vis-à-vis de son Gouvernement. Le prisonnier a-t-il droit personnellement à l'application de la Convention et son Gouvernement peut-il renoncer pour lui à certains avantages qu'elle prévoit ?

La question qui vous est posée est celle-ci: sur ce point la Convention est-elle suffisamment précise, ou faut-il au contraire ajouter des dispositions qui régleraient d'une façon plus efficace ces situations anormales ?

Le PRESIDENT: Je m'excuse de n'avoir pas répondu plus tôt à la question posée par le délégué de la Croix-Rouge chinoise.

Je vous rappelle qu'il a exprimé le voeu - très compréhensible du reste - de rapporter quelque chose de positif à sa Société et à son peuple. Je puis à cet égard le rassurer complètement. Nous aurons des résumés de tous les débats, qui seront remis à chaque délégué à la fin de la Conférence. Nous aurons en tous cas une conclusion positive, que vous aurez en mains.

Major-General HAWES, Grande-Bretagne (traduction de l'anglais): C'est nous qui avons demandé que cette question soit mise à l'ordre du jour. C'est un point extrêmement important, mais il ne faut pas oublier qu'il ressort principalement de la compétence des Gouvernements. Nous voudrions néanmoins que les Sociétés nationales fassent à cet égard tout ce qui est en leur pouvoir et considèrent ce point avec bienveillance.

M. POPPER, Autriche: La Croix-Rouge autrichienne, dont j'ai l'honneur d'être ici le représentant, ne voudrait pas manquer d'exprimer sa gratitude la plus sincère à la Croix-Rouge britannique d'avoir bien voulu attirer l'attention de cette Commission sur une question qui nous tient particulièrement à coeur.

Vous savez tous qu'il y a encore beaucoup de mes compatriotes qui ont porté l'uniforme nazi et qui se trouvent dans une situation dont je n'ose pas dire qu'elle soit celle des prisonniers de guerre. Il y a eu autrefois des prisonniers de guerre qui ont profité des protections accordées par les Conventions de la Croix-Rouge. Actuellement, après avoir été des "surrendered enemy personal", ils sont des êtres abandonnés à la misère.

En voyant ici le représentant du Comité international de la Croix-Rouge qui a étudié sur place la situation de mon pays, je ne veux pas manquer de dire la gratitude que nous éprouvons à l'égard du Comité.

Il a en effet accompli des efforts considérables pour améliorer - si toutefois ce terme peut être employé - le sort de ceux qui ont eu la tâche désastreuse et pitoyable de porter l'uniforme nazi.

Le PRESIDENT: L'intervention de M. Popper semble appeler une réponse. Les délégués désirent-ils la parole?

M. POPPER, Autriche (traduction de l'anglais): Mon intervention ne saurait être considérée comme une question.

Prof. MILLOT, vice-Président, France: Je regrette pour ma part que l'intervention de M. Popper ne soit pas considérée comme une question. Car il y a bien une question qui se pose: c'est celle de savoir si entre la cessation des hostilités et la conclusion de la paix une nation peut renoncer au bénéfice de la Convention. Personnellement, je ne le crois pas. Elle ne peut le faire que selon une procédure régulière. Nous avons tous à la mémoire des cas dans lesquels il y a eu une renonciation formelle. Cette renonciation était-elle libre ou a-t-elle été effectuée sous l'effet d'une contrainte? C'est là une question sur laquelle je ne me prononcerai pas.

Il n'en reste pas moins que la question se pose, et il me paraît souhaitable que l'Assemblée se prononce en faveur de l'opinion que je viens d'exprimer: une nation ne peut pas renoncer au bénéfice de la Convention sans une renonciation expresse.

M. de VLADAR, Hongrie: Je ne sais pas si j'ai bien compris le Major-General Hawes et s'il a bien posé la question de savoir s'il serait utile que les Croix-Rouges nationales attirent l'attention de leurs Gouvernements sur la nécessité de s'occuper de cette question.

Major-General HAWES, Grande-Bretagne (traduction de l'anglais): J'estime que ce n'est pas le rôle des Sociétés de Croix-Rouge de dire aux Gouvernements ce qu'ils doivent faire. Nous pourrions tout au plus attirer l'attention de la Conférence internationale, à laquelle sont représentés les Gouvernements, sur le problème que nous débattons actuellement. Si nous nous mettons à donner des conseils aux représentants des Gouvernements, ils nous diront tout simplement que ce n'est pas là notre rôle.

M. GALLOPIN, Directeur-délégué du C.R.C.R.

Le Major-General Hawes désire-t-il que la question soit portée à l'attention des Gouvernements sans que des suggestions soient faites par cette Commission?

Major-General HAWES (traduction de l'anglais): Je ne saurais indiquer à qui que ce soit la ligne qu'il doit suivre. Je n'ai parlé dans cette Assemblée qu'en tant que représentant d'une Croix-Rouge.

Mme RIBNIKAR, Yougoslavie: Je crois que nous pouvons être tous d'accord de soumettre cette question à un organisme compétent.

Le PRESIDENT: Je donne la parole à notre rapporteur pour le résumé des débats.

M. PILLOUD, rapporteur: Il me paraît que l'assemblée se rallie au dernier alinéa de la notice, disant que de toute façon, tout en laissant la question à la décision des Gouvernements, l'assemblée estime que les dispositions concernant le sujet que nous venons de traiter sont insuffisantes. Dans une Convention révisée, il y aurait lieu de tenir compte de cette opinion, tout en indiquant que cette question est du ressort des Gouvernements.

M. POPPER, Autriche: Les déclarations qui viennent d'être faites m'amènent à souligner que je reconnais avec beaucoup de gratitude les efforts de la Croix-Rouge yougoslave, qui n'a pas manqué d'appeler l'attention de son Gouvernement sur la situation des prisonniers autrichiens en Yougoslavie.

Le PRESIDENT: Le débat est clos sur ce point, nous passons au chiffre 3 de l'ordre du jour.

3. MENTION EVENTUELLE DANS LA CONVENTION DES SOCIETES NATIONALES ET DU COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE AU LIEU DE LA SEULE MENTION "SOCIETES DE SECOURS RECONNUES".

M. PILLOUD, rapporteur: Il s'agit de l'art. 78 de la Convention qui, comme nous l'indiquons, n'est pas approprié dans sa forme au développement de la situation actuelle. Cet article a été repris de la IV^e Convention de La Haye et n'a pas subi de modifications lorsqu'il a été incorporé à la Convention de 1929. Il a pour objet de donner à des Sociétés de secours, dont on ne précise ni la constitution ni l'organisation, ni si elles sont nationales ou internationales, le droit de venir en aide aux prisonniers de guerre.

Nous pensons que cet article doit être interprété en ce sens qu'il est possible, sur le territoire d'un

belligérant, pour des Sociétés qui existent dans ce pays, de venir en aide aux prisonniers de guerre ennemis qui se trouvent sur ce territoire, ou pour une Société internationale ou neutre de venir en aide à ces prisonniers de guerre. Il nous paraît souhaitable que les Sociétés de Croix-Rouge - qui sont évidemment des Sociétés de secours - soient mentionnées en toutes lettres dans cet article. Toutefois, nous voudrions connaître votre opinion à ce sujet. Il ne faut pas confondre le rôle des Sociétés de secours prévu dans cet article avec celui, qui s'est développé pendant la guerre, des Sociétés de secours aux prisonniers de guerre nationaux, rôle qui a été joué par de nombreuses Sociétés nationales qui ont envoyé des millions de colis à leurs ressortissants et qui étaient désignées par leur Gouvernement à cet effet. Je me permets de signaler également que la Croix-Rouge belge, dans le projet de Convention qu'elle a élaboré à l'intention de cette Assemblée, a également été consciente de la rédaction défectueuse de cet article. Elle propose un nouveau texte qui donne aux Sociétés nationales de la Croix-Rouge un rôle conventionnel et précise les obligations et les droits de ces Sociétés de secours reconnues.

Il me semble que la discussion pourrait s'ouvrir sur cette base. Le Comité international de la Croix-Rouge n'est pas mentionné dans cet article. Mais la question est moins importante pour lui que pour les Sociétés nationales, car sa qualité de Société de secours n'a jamais été contestée.

Le PRESIDENT: Le débat est ouvert. Avant de donner la parole aux délégués, je prierai toutefois le rapporteur de bien vouloir donner lecture de la proposition belge.

M. PILLOUD, rapporteur: Voici le texte présenté par la délégation de la Croix-Rouge de Belgique:

"Art. 79.- Les Hautes Puissances contractantes donneront, tant aux Sociétés nationales de Croix-Rouge qu'aux personnes prêtant leur assistance aux prisonniers, tout l'appui qu'elles pourront pour l'accomplissement de leur tâche d'humanité, dans les limites tracées par les nécessités militaires.

"Elles se communiqueront mutuellement, dès la signature de la présente Convention, la liste avec dénomination et statuts des Sociétés de Secours pour les prisonniers de guerre qu'elles auront reconnues.

"Dès l'ouverture d'hostilités auxquelles des Puissances pourraient être mêlées, elles se feront connaître mutuellement l'organisation, l'activité,

l'établissement de leur Office de Secours ainsi qu'éventuellement la description de l'uniforme de leur personnel.

"Les établissements ou chantiers de cet Office seront signalés aux belligérants conformément à l'art. 9.

"Les Offices de Secours disposeront en toute liberté des établissements, du matériel, des marchandises et du personnel qui leur est nécessaire.

"Les membres du personnel signeront un engagement d'honneur promettant le respect des statuts de l'Office, de la neutralité absolue vis-à-vis des belligérants ainsi que des consignes des Autorités militaires.

"En échange de cet engagement, ils recevront une carte d'immatriculation validée par l'Autorité militaire de leur pays et, pour ceux qui devraient être en rapport avec des belligérants étrangers, par un représentant de la Puissance protectrice des nationaux de ce pays.

"Les porteurs de la carte d'immatriculation ne pourront être soumis à aucune contrainte ni réquisition de la part des Autorités, tant civiles que militaires quelconques.

"Dans le cas où des organismes ou des membres de secours seraient appelés à exercer leur activité en pays adverse, soit dans une région momentanément occupée par un belligérant étranger, les dispositions ci-dessus leur seront intégralement appliquées.

"Il en sera notamment ainsi pour les délégués que l'Office de Secours enverrait en mission dans les camps de prisonniers avec, bien entendu, l'accord nominatif des Autorités de la Puissance détentrice des prisonniers à visiter."

Nous avons reçu le projet établi par la délégation belge en 100 exemplaires. Nous en avons remis un à chaque délégation. Il reste encore quelques exemplaires disponibles au bureau de renseignements au rez-de-chaussée de ce bâtiment.

Dr WOO, Chine (traduction de l'anglais): Est-il possible d'obtenir un exemplaire de ce document en anglais ?

Prof. MILLOT, vice-Président, France: Permettez-moi de rendre hommage à la proposition faite par la Croix-Rouge belge et à ses efforts pour englober, dans une formule aussi complète que possible, toutes les formes de

l'activité générale qui pourrait se déployer, en temps de guerre, en faveur des prisonniers.

Il convient toutefois, dans ce problème, de rester dans le concret. Il ne faut pas dépasser les possibilités pratiques. J'ai, à ce sujet, certains scrupules: il me paraît difficile qu'une nation belligérante admette que des Sociétés nationales d'adversaires soient admises, sur leur territoire, à procéder à des distributions de secours et à faire des visites de camps. Si nous voulons avoir du succès auprès des diplomates, je crois que nous devrions restreindre la formule aux Sociétés nationales des pays neutres et au Comité international.

M. JAMES, Etats-Unis (traduction de l'anglais): Avant de discuter le projet belge, je crois qu'il serait utile que nous l'étudions à fond. Il me semble, dans ces conditions, préférable d'ajourner notre discussion sur ce point.

Le PRESIDENT (traduction de l'anglais): Nous pourrions faire traduire en anglais l'article lu par notre rapporteur. Toutefois, je ne pense pas que nous pourrions vous fournir une traduction de tout le projet de la délégation belge,

M. van LEYNSEELE, Belgique: Permettez-moi de vous indiquer la portée de la proposition faite par notre délégation. Il ne s'agit pas de composer un texte qui devrait être adopté "sine qua non". La pensée qui nous a guidés a été surtout de préciser les droits d'une Croix-Rouge, notamment quand le pays de cette Société nationale se trouve occupé par l'ennemi. Il y avait, à cet égard, une lacune dans la Convention, en ce sens qu'on se trouvait en présence d'un texte extrêmement vague et, je le dirai même, un peu confus. Le but du texte que nous avons élaboré est de déterminer les droits d'une Société nationale et des personnes qui sont rattachées à cette Société.

Quelles seront maintenant les prérogatives qu'on accordera à ces Sociétés ? Le délégué de la France a fait observer que ce serait peut-être aller un peu loin que de permettre à une Société d'exercer un contrôle direct. Je reconnais le bien-fondé de cette observation. Nous pourrions discuter ce point plus tard.

Le but essentiel de la proposition belge est de fixer, mieux qu'il ne l'a été fait jusqu'à présent, le statut d'une Société nationale et la situation des membres qui s'y rattachent.

Le PRESIDENT: Je voudrais faire remarquer que la question des Sociétés nationales en temps de guerre est le premier point discuté à la 3ème Commission. Cette question ne paraît donc pas être de notre ressort. Nous pourrions laisser à la 3ème Commission le soin de l'examiner. N'oublions pas que nous ne parlons ici que de la mention de la Croix-Rouge dans la Convention.

M. GUBERINA, Yougoslavie: La proposition belge s'attache à remanier l'art. 78 de la Convention. On vient de nous dire maintenant que la 3ème Commission serait chargée d'examiner le rôle des Croix-Rouges nationales et que, par conséquent, elle serait compétente pour étudier ce problème. Or, il me semble que cette question pose des principes généraux. Au surplus, il s'agit d'amender l'art. 78. Notre Commission est compétente pour le faire, car la 3ème Commission ne s'occupera jamais de cette disposition. Je propose donc d'étudier la proposition belge.

Comme l'a fait remarquer la délégation américaine, nous ne pouvons pas voter. Nous pouvons toutefois ajourner la discussion et mettre cet objet à l'ordre du jour de l'une des sous-Commissions prévues.

Le PRESIDENT: Je donne la parole à notre rapporteur pour le résumé des débats.

M. PILLOUD, rapporteur: Il me semble que la discussion n'a pas apporté une réponse claire à la question posée qui, je vous le rappelle, était la suivante: faut-il mentionner les Croix-Rouges dans un article de la Convention ?

Vous avez, en somme, estimé qu'il convient d'attendre d'avoir étudié plus en détail le projet belge ou, tout au moins, l'article de ce projet qui concerne ce sujet, avant de vous déterminer à ce propos.

Dans ces conditions, nous devons ajourner cette discussion.

La traduction de l'article en question pourrait être faite peut-être pour cet après-midi - je ne peux toutefois pas l'assurer - ou en tout cas pour lundi.

Le PRESIDENT: Comme la proposition en a été faite, je pense qu'une sous-Commission pourra être chargée de s'occuper de cette question.

L'heure étant avancée, je vous propose d'interrompre ici nos débats, que nous reprendrons cet après-midi à 14 h.30.

M. PESMAZOGLOU, vice-Président, Grèce: Nous autorisez-vous à désigner maintenant encore les Commissions ou estimez-vous que cette question doit être réservée à la séance plénière ?

Major-General HAWES, Grande-Bretagne (traduction de l'anglais): Il serait opportun, me semble-t-il, que vous nous indiquiez le nombre des sous-Commissions prévues. Chaque délégation fera alors le nécessaire pour désigner ceux de ses membres qui en feront partie.

Le PRESIDENT: Je ne suis pas en mesure de vous indiquer ce nombre immédiatement. Nous en aurons toutefois en tous cas une qui sera chargée d'examiner les questions de secours.

Y a-t-il d'autres propositions ?

M. POPPER, Autriche: Une sous-Commission pourrait également s'occuper du problème de savoir s'il faut faire une Convention détaillée ou une Convention brève avec des annexes.

Le PRESIDENT: Nous examinerons ces questions cet après-midi.

La séance est levée à 12 h.

II.- Séance du

samedi 27 juillet 1946 de 14 h. 30 à 17 h.

Le PRESIDENT: Avant de continuer l'examen des points inscrits à l'ordre du jour, j'ai deux propositions à vous faire.

Il s'agit tout d'abord de la formation d'une sous-Commission traitant les questions de secours en général. Ce sont les points 5, 6, 7 et 8 du volume II, et 4 et 7 du volume III. Je propose de constituer une sous-Commission spéciale qui siègera à partir de lundi matin dans la salle annexe de la nôtre. Elle aura à sa disposition le personnel nécessaire (sténographes, traducteurs, etc.). Chaque Société nationale peut y envoyer un délégué.

Je propose que cette Commission soit présidée par un représentant de la Croix-Rouge des Etats-Unis, vu l'énorme travail accompli par ce pays dans ce domaine en fournissant du matériel de secours et la grande expérience que les représentants de cette nation ont en matière de secours. Il ne s'agit toutefois que d'une proposition. Je vous prie, de votre côté, de nous dire si vous êtes d'accord avec cette façon de procéder.

En ce qui concerne les points qui seront traités par cette sous-Commission, je prie M. Dunand de bien vouloir les énumérer.

M. DUNAND, Directeur-délégué du C. I. C. R. :

Dans le volume rose, particulièrement le point 3, qui n'a pas été terminé puisqu'il a été renvoyé pour examen de la proposition belge. En outre, toutes les questions des chapitres b et c, les questions de transport concernant surtout les transports de secours (les transports de rapatriement n'occupent qu'une place secondaire). Quant au volume vert, les points 4 et 7 feront l'objet des travaux de la sous-Commission prévue. En outre, cette sous-Commission aurait à s'occuper de tel ou tel point ayant une incidence quelconque sur le problème des secours. Je pense spécialement au chiffre 4.

Major-Général HAWES, Grande-Bretagne (traduction de l'anglais): Je n'ai pas très bien compris la proposition qui a été faite. Pourrait-on la préciser ?

M. DUNAND: La sous-Commission des secours traitera notamment le document rose: partie a) le point 3; partie b) tous les points; partie c) tous les points. En outre, elle examinera également toutes les questions pouvant avoir une incidence sur les secours, par exemple le point 4. Dans le volume vert elle examinera les points 4 et 7, ainsi que toute question pouvant être considérée comme incidente au problème des secours.

Le PRESIDENT: La Commission est-elle d'accord avec cette proposition ?

Major-Général HAWES, Grande-Bretagne (traduction de l'anglais): En ce qui concerne la délégation britannique, la proposition ne nous conviendrait pas particulièrement, car Miss Thornton, experte dans les question de prisonniers de guerre, devrait faire partie également de la Commission des secours. Je ne sais pas quelle est la situation pour les autres délégations, mais il me paraît souhaitable que chaque Société nationale puisse avoir dans toutes les Commissions prévues un expert qualifié.

Le PRESIDENT: Il sera difficile de faire autrement que je l'avais proposé.

M. AGHABABIAN, Iran: Permettez-moi d'attirer votre attention sur le problème de l'assistance juridique. C'est une question qui peut et doit être envisagée aussi bien lorsqu'on traite le paragraphe 3 du dossier rose (Mention éventuelle dans la Convention des Sociétés nationales et du Comité international de la Croix-Rouge au lieu de la seule mention "Sociétés de secours reconnues") que lorsqu'on s'occupe du paragraphe 4 de ce même document (Mention du rôle des délégués du Comité international de la Croix-Rouge).

En plus de cela, c'est un problème qui touche directement les droits et la situation des apatrides. Ces aspects divers de la question nous obligent à considérer ce problème lorsqu'on s'occupe des questions de secours et de la situation des apatrides.

Je demande la permission au Président de proposer à l'Assemblée d'autoriser une sous-Commission spéciale très restreinte à examiner à fond la question de l'assistance juridique pour ne laisser de côté aucun des aspects que j'ai eu l'honneur de vous exposer.

Prof. MILLOT, vice-Président, France: Il est indispensable que nous constituions deux sous-Commissions. Mais,

comme on l'a très bien fait remarquer, il existe différentes questions qui sont à cheval sur plusieurs matières. Je ne vois qu'un moyen pour remédier à cet inconvénient qui vient d'être signalé, c'est que chaque sous-Commission traite le point de vue de la question qui l'intéresse particulièrement et qui, je le répète, est à cheval sur d'autres domaines - quitte à chacun des membres qui se préoccupent de ces aspects divers de se déplacer de l'une à l'autre des Commissions.

Lorsque ces questions auront été examinées en sous-Commission, il restera à la Commission plénière à se réunir, et c'est en séance plénière que l'ensemble du problème pourra être examiné.

Le PRESIDENT: Cette proposition me paraît sage et utile. N'oublions pas que la place, le temps et les moyens dont nous disposons sont limités, qu'il se pose en particulier une question technique de place et de personnel. Nous devrions, je crois, nous limiter à une ou deux sous-Commissions.

Mme RIBNIKAR, Yougoslavie: Nous sommes d'accord avec l'opinion exprimée par M. Hawes. Il nous sera très difficile de travailler dans les conditions prévues. Toutefois, si le Comité n'a pas la possibilité de s'organiser autrement, nous tâcherons de nous en sortir quand même, mais je crains fort que dans la séance plénière les discussions soient identiques à celles qui auront eu lieu au sein des sous-Commissions.

Je le répète, c'est malheureux. Toutefois, s'il n'y a pas la possibilité de faire autrement, nous travaillerons dans les conditions prévues par le Comité.

Le PRESIDENT: Cette question intéresse non seulement le Comité international, mais les délégations elles-mêmes. Si les sous-Commissions sont trop nombreuses, les délégations n'auront pas assez de membres pour envoyer un représentant dans chacune des sous-Commissions. Nous ne pourrions plus faire un travail normal.

Major-Général HAWES, Grande-Bretagne (traduction de l'anglais): La délégation britannique accepte la solution proposée.

Mme HAVRANKOVA, Tchécoslovaquie: Je viens de recevoir le volume 3. Je n'ai pas eu le temps nécessaire pour étudier ce document. Or il contient des questions qui nous intéressent beaucoup, comme du reste les autres volumes qui nous ont été remis. Je tenais à faire cette observation à titre indicatif.

M. OSBORNE, Afrique du Sud (traduction de l'anglais): On a fait allusion tout à l'heure à une seconde sous-Commission qui serait prévue. Or, jusqu'à maintenant, on n'a entendu parler que d'une seule sous-Commission, celle des secours. Nous voudrions savoir quelles seraient les compétences de la 2ème sous-Commission à laquelle fait allusion M. Millot.

Le PRESIDENT: La seconde sous-Commission s'occupera du rapport. Je propose en conséquence qu'il se constitue une petite sous-Commission, ne comprenant que quelques délégués, qui siégerait en dehors des heures de travail et qui préparerait un rapport général pour la séance plénière. C'est cette Commission qui désignerait le rapporteur pour la séance plénière. Comme membres de cette sous-Commission - c'est une suggestion que je fais -, je propose des délégués des Croix-Rouges ayant établi des projets à l'intention de la Conférence, soit des membres des Croix-Rouges belge, britannique, australienne, yougoslave et chinoise. En outre, cette sous-Commission pourrait également avoir comme membre un de nos vice-Présidents.

M. AGHABABIAN, Iran: Il existe également une autre proposition, faite par la Croix-Rouge iranienne, concernant l'assistance juridique.

Le PRESIDENT: Nous en prenons note. Y a-t-il des contre-propositions ?

La proposition du Président est acceptée.

Le PRESIDENT: J'ai encore une communication à vous faire. Le Saint-Siège vient de nous faire savoir qu'il serait heureux d'être représenté aux travaux de notre Commission par un observateur. Constatant qu'aucune objection n'est formulée, je considère que tout le monde est d'accord qu'il soit donné suite à ce désir. Nous pouvons donc prier le représentant du Saint-Siège de se joindre à nous.

Je relève d'ailleurs que MM. Huber et O'Connor s'étaient, de leur côté, déclarés d'accord.

4. MENTION DU ROLE DES DELEGUES DU COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX ROUGE

M. PILLOUD, rapporteur: La notice qui vous a été

remise commence par rappeler les dispositions conventionnelles qui ont permis au Comité international de la Croix-Rouge de mettre sur pied son système de délégations. Ces dispositions conventionnelles sont extrêmement brèves. Le Comité n'a pu s'appuyer que sur l'art. 88 de la Convention des prisonniers de guerre, qui reconnaît son droit d'initiative en matière humanitaire. La notice marque ensuite, d'une façon très claire, la différence qui existe entre l'action des représentants de la Puissance protectrice et celle des délégués du Comité international de la Croix-Rouge. Elle montre également qu'en l'absence de Puissance protectrice, ce qui fut le cas à de nombreuses reprises pendant cette guerre, le délégué du Comité international ne prend que plus d'importance.

La base juridique de l'activité des délégués est ensuite étudiée d'une manière approfondie.

Pendant la guerre, cette activité a été basée - elle l'est encore actuellement - sur un accord spécial passé par le Comité avec l'Etat dans lequel le délégué a exercé son activité. Il n'existe pas d'autre base juridique que celle-là. La question s'est donc posée de nombreuses fois de savoir si le rôle des délégués du Comité international de la Croix-Rouge, à l'exemple de ce qui existe pour les représentants de la Puissance protectrice, devrait être mentionné dans une Convention révisée.

En ce qui le concerne, le Comité international ne prend pas position à ce sujet; il n'a pas réussi à se faire une opinion déterminée. C'est pourquoi il désirerait beaucoup connaître vos avis sur ce point. Ce qui l'intéresserait avant tout - ce qui nous intéresse tous - c'est de savoir si, d'une manière générale, les Croix-Rouges nationales ont apprécié l'activité des délégués du Comité international sur leur territoire, et si, d'autre part, elles ont apprécié l'activité des délégués qui opéraient auprès de la partie adverse en faveur de leurs nationaux, prisonniers de guerre ou internés civils.

Je voudrais signaler que la Croix-Rouge britannique, dans son projet de Convention révisée, a également fait une allusion à ce problème en proposant que les délégués du Comité international jouissent d'un statut déterminé.

La Croix-Rouge australienne, dans son projet, suggère également que les délégués du Comité international soient mis dorénavant au bénéfice d'un statut conventionnel qui leur donne les mêmes droits d'inspecter les camps qu'aux représentants de la Puissance protectrice.

Il me semble que, sur ces bases, la discussion peut s'engager.

Je dois signaler encore que l'activité des délégués et leurs rapports avec la Croix-Rouge nationale du pays

dans lequel ils travaillent sont des problèmes traités par la Commission III, sous la rubrique "Relations entre le Comité international de la Croix-Rouge et les Sociétés nationales de la Croix-Rouge".

Le PRESIDENT: Vous avez entendu l'exposé du rapporteur. Il intéresserait donc le Comité international de connaître l'opinion des délégués des Sociétés nationales. Le débat est ouvert. Qui demande la parole ?

Lady OWEN, Australie (traduction de l'anglais): Il me semble que l'on est un peu timide cet après-midi. Toutefois, pour ne pas prolonger le silence qui vient de suivre les paroles prononcées par notre Président, je tiens à déclarer, au nom de la Croix-Rouge de mon pays, que nous avons beaucoup apprécié la présence sur notre territoire de feu le Dr Morel, délégué du Comité international. Il nous a aidés dans notre modeste oeuvre de secours aux prisonniers de guerre.

M. van LEYNSEELE, Belgique: La Croix-Rouge belge s'associe à l'hommage que la Croix-Rouge australienne a rendu aux délégués du Comité international de la Croix-Rouge. En ce qui concerne notre pays, l'activité des délégués du Comité nous a rendu des services inestimables tant au point de vue de notre population civile que de nos internés et prisonniers en Allemagne. Nous désirons très vivement que la position de ces délégués soit précisée dans la future Convention. Nous demandons également que les pouvoirs du Comité soient étendus le plus possible.

L'application des stipulations de la Convention dépendant en grande partie des moyens de contrôle, je pense que nous devons favoriser tout ce qui contribue à renforcer ces moyens de contrôle. A cet égard, je ne vois pas de meilleur moyen que de préciser et de renforcer la position du Comité international de Genève qui, d'ailleurs, est le gardien traditionnel, depuis de longues années, des meilleures idées et initiatives de la Croix-Rouge.

M. PESMAZOGLOU, vice-Président, Grèce: Permettez-moi d'ajouter à tous les hommages qui viennent d'être rendus au Comité international celui du peuple grec. Depuis le premier jour de la guerre jusqu'à la libération de notre pays, le Comité international a, grâce à l'activité de son représentant, fait l'impossible pour venir en aide aux prisonniers grecs. Je dois, dans cette salle, rendre hommage au premier des représentants, M. Brunel, qui est mort en

service, par suite du travail énorme qu'il a fait en Grèce. Je dois mentionner le nom de son successeur, M. de Glutz, qui a montré dans sa tâche le même esprit que son prédécesseur. Ayant suivi personnellement, et comme prisonnier de guerre malheureusement, ce que le Comité international peut faire dans de tels cas, je crois qu'il est dans l'intérêt de tout le monde de donner les plus amples pouvoirs à ses représentants en leur octroyant en même temps la possibilité d'avoir les mêmes droits que les représentants d'un Gouvernement protecteur.

S. Exc. M. BOSSY, Roumanie: Bien que notre temps soit très limité, ma conscience m'empêche de rester assis et de me taire sur la question qui nous occupe actuellement.

Je voudrais, aux hommages qui ont été rendus jusqu'à présent aux représentants du Comité international, ajouter l'hommage ému et reconnaissant de la Croix-Rouge roumaine. Pendant de longues années de guerre, le Comité international a aidé la Croix-Rouge de notre pays, notamment dans le domaine des transports, de l'alimentation et de l'approvisionnement en médicaments et en appareils chirurgicaux. Pendant tout ce temps, les délégués du Comité international ont été les ambassadeurs des besoins et des malheurs du peuple roumain auprès des Puissances de l'Occident.

Alors que, sous la domination allemande, nous n'avions pas la possibilité de nous adresser aux autres Sociétés soeurs, c'est grâce à l'intermédiaire des délégués du Comité international que nous avons pu faire appel à la solidarité des autres Croix-Rouges. Je voudrais donc que l'hommage de la Croix-Rouge roumaine soit ajouté à celui qui a déjà été rendu par les autres Croix-Rouges nationales.

M. F.B. JAMES, Etats-Unis (traduction de l'anglais): Il me paraît inutile d'ajouter encore, surtout à Genève, un hommage aux représentants du Comité après ce qui a été dit. Mais il est une question sur laquelle il me semble que l'on doit insister. On désire obtenir l'égalité de droit entre les délégués du Comité international et ceux de la Puissance protectrice. Or je ne vois pas trop comment cela pourrait se faire. Je doute même que cela soit accepté par les différents ministères des Affaires étrangères.

Il est cependant un cas dans lequel on pourrait envisager comme possible cette égalité: c'est celui des pays pour lesquels n'existe pas de Puissance protectrice. En disant cela, je pense spécialement à l'Extrême-Orient, où de nombreux prisonniers se trouvaient dans les pays ennemis sans être protégés par une Puissance protectrice.

SARDAR BAHADUR BALWANT SINGH PURI, Indes (traduction de l'anglais): Permettez-moi de vous dire que, dans mon pays, nous avons reçu avec grand plaisir et apprécié infiniment les services rendus par les délégués du Comité international. Nous avons fait notre possible pour les aider dans leur tâche.

Il me paraît indiqué de leur donner un statut conventionnel dans la Convention nouvelle. Ce point me paraît de toute importance,

M. MOTTIRONI, Italie: Après tous les hommages rendus, je voudrais ajouter l'expression de la reconnaissance de la Croix-Rouge italienne. Je crois que le cas de l'Italie est unique, en ce sens que ce pays a eu un chef "des" délégations du Comité international. Ce phénomène traduit les diverses étapes de la guerre dans notre pays: l'occupation, la division du pays en deux tronçons. Je crois que sans le Comité international les malheurs - même psychologiques - du peuple italien eussent été beaucoup plus grands. On peut tirer de la présence de plusieurs délégués du Comité international en Italie une indication utile pour l'avenir. On pourrait peut-être envisager une autonomie ou une décentralisation des organes représentant la Croix-Rouge internationale en cas d'extension du conflit.

M. GALLOPIN, Directeur-délégué du C. I. C. R.

Je voudrais remercier ici les différentes délégations qui ont bien voulu rendre hommage au travail accompli par nos délégués pendant cette guerre. Nous avons aussi contracté une dette de gratitude vis-à-vis de diverses Croix-Rouges nationales. Permettez-moi de mentionner ici la collaboration très fructueuse qui s'est établie entre les représentants du Comité international, ceux de la Croix-Rouge suédoise et de la Croix-Rouge suisse pour l'action accomplie en Grèce.

Je voudrais surtout relever ici qu'en portant cet objet à l'ordre du jour de notre Commission, le Comité international avait surtout en vue de faire ressortir que l'action de ses délégués résulte d'une part d'une tradition, mais qu'elle s'appuie surtout - même, pourrait-on dire, uniquement - sur un contrat établi avec la partie belligérante qui accepte la délégation. Ce contrat a naturellement été très différent suivant les pays et même suivant les catégories de prisonniers de guerre. C'est ce qui explique pourquoi, dans bien des cas, notre action n'a pas pu être la même en importance et en qualité pour toutes les catégories de prisonniers de guerre.

Il s'agit donc pour la Commission de se prononcer sur le point de savoir si elle estime que la base traditionnelle est suffisante pour assurer une action complète de nos délégués ou si, au contraire, il y a lieu de donner à cette action une base conventionnelle dans l'espoir d'une activité élargie - je pense à toutes les catégories de prisonniers pouvant se présenter dans l'avenir. Voilà me semble-t-il le point que nous avons à discuter.

Dr KOSTKIEWICZ, Pologne: La délégation polonaise me charge de formuler une petite suggestion.

Après avoir entendu les hommages rendus par la Grèce à l'activité du Comité international, je suis obligé de constater que ses délégués n'ont pas été heureux dans leur activité dans tous les pays. L'expérience que nous avons eue en Pologne ne nous permet pas de nous joindre aux hommages qui ont été exprimés jusqu'à maintenant et de dire notre complet contentement. C'est pourquoi je me permets de soumettre à votre bienveillance la question suivante. Ne serait-il pas possible de confier le travail de contrôle dans les camps de prisonniers non pas aux délégués du Comité international, mais à ceux de la Ligue des Sociétés nationales de la Croix-Rouge ? Etant donné que cette organisation est composée de délégués de différentes nationalités, il serait peut-être plus facile à ses représentants d'avoir une activité beaucoup plus indépendante et de ne pas obtempérer aux injonctions qui peuvent être formulées par le pays qui détient les prisonniers.

Ce n'est pas une proposition que je fais, mais une suggestion que je formule. Je pense qu'il serait utile d'en tenir compte si l'on envisage d'ajouter diverses dispositions à la Convention de 1929,

M. JAMES, Etats-Unis (traduction de l'anglais): Cette question n'est-elle pas en dehors de l'ordre du jour ? Nous sommes en train de discuter le statut des délégués du Comité international de la Croix-Rouge et non pas l'utilité de leur existence.

Le PRESIDENT: Nous n'avons, à l'égard de cette existence, qu'un voeu à émettre. Le point de vue juridique de la question est traité à la 3ème Commission,

Major-Général HAWES, Grande-Bretagne (traduction de l'anglais): La Grande-Bretagne a été l'un des premiers pays à voir ses hommes faits prisonniers de guerre par la Puissance adverse. Nous avons toujours constaté de bons

résultats lorsque nos prisonniers de guerre ont été visités par des délégués du Comité international de la Croix-Rouge. Cela se comprend, car seule une organisation neutre - comme l'est le Comité international de la Croix-Rouge - peut avoir une activité efficace. Tout ce qui, en conséquence, sera fait pour renforcer les pouvoirs de ces délégués sera appuyé par la délégation de mon pays.

M. AGHABABIAN, Iran: Je propose d'examiner la question à la lumière des décisions prises, ce matin même, par la première Commission. Il s'agit d'un élargissement très sensible de toute la Convention de 1929, puisque, à l'unanimité, cette Commission a décidé que ce texte servirait non seulement en cas de guerre entre Etats, mais encore en cas de toute guerre civile, quelle qu'elle soit. Par conséquent, l'application de cette Convention devient beaucoup plus vaste et nous devons considérer le rôle des représentants du Comité international de la Croix-Rouge comme beaucoup plus important qu'auparavant. D'autre part, cette même Commission a estimé désirable que la Convention fût applicable non seulement à l'égard d'Etats et par rapport à des Etats qui y ont adhéré explicitement, mais même à l'égard de tout Etat qui n'a pas renoncé officiellement et formellement à son application sur son territoire. Ainsi élargie, la Convention augmente le rôle et la responsabilité du rôle des délégués du Comité international de la Croix-Rouge dans une mesure considérable.

A la suite de cette décision qui, je le répète, a été prise ce matin par la première Commission et qui deviendra peut-être un jour une règle de droit, nous voulons examiner le rôle et le caractère des fonctions des délégués du Comité international de la Croix-Rouge. Il existe tout d'abord la règle - pas toujours suivie - que les attributions de ses délégués sont établies par un accord entre le Comité international de la Croix-Rouge et l'Etat auprès duquel ils sont accrédités. Cette formule traditionnelle, usuelle dans les relations diplomatiques, peut ne pas correspondre aux exigences du rôle de la Croix-Rouge comme telle. Pour citer le cas le plus frappant, je reviens à l'exemple qui a été donné ici même par le délégué de la Croix-Rouge italienne. Il nous a rappelé que le délégué du Comité en Italie a dû faire face à de tels obstacles pour obtenir sa reconnaissance par les pouvoirs publics que son rôle en a été limité et l'utilité de sa présence n'a pas été aussi considérable qu'on l'aurait souhaité.

Il convient d'examiner le rôle du Comité international de la Croix-Rouge non au point de vue statique, mais au point de vue dynamique, au point de vue des mouvements qui se déroulent avec une rapidité parfois foudroyante pendant la guerre. Si l'on ajoute à cela les difficultés d'ordre bureaucratique et diplomatique qu'il faut surmonter pour

s'accréditer, pour avoir l'agrément, le consentement, l'accord entre les pouvoirs publics et le représentant du Comité international de la Croix-Rouge et, en plus de cela, si l'on prend en considération le fait que la guerre se rapproche, qu'une partie seulement du territoire est occupée, on constate que l'activité du délégué du Comité international de la Croix-Rouge ne peut pas se manifester d'une manière heureuse sur l'ensemble du territoire. Le délégué doit s'entendre constamment avec de nouvelles autorités - qui changent au fur et à mesure que changent les positions militaires - et attendre longtemps que ses droits soient reconnus et établis, que l'on ait bien voulu fixer les limites de ses pouvoirs.

La situation est à peu près identique en cas de révolution ou de guerre civile. Comme je le disais tout à l'heure, l'exemple de l'Italie pendant le dernier conflit est typique à ce sujet: une délégation effectuait son travail dans une partie du territoire occupé par les néo-fascistes, une autre opérait dans une région occupée par les Alliés, d'autres encore se trouvaient dans des régions intermédiaires. Or, le délégué du Comité international de la Croix-Rouge doit faire face à ces multiples aspects de la situation et accomplir son devoir sans perdre une minute - chaque minute qui passe signifie une victime de plus qui peut mourir.

N'est-il pas urgent d'examiner cette question sans nous baser sur la formule traditionnelle du droit international. Essayons de sortir des sentiers que nous prenons habituellement. Jusqu'à présent, le délégué de la Croix-Rouge devait obtenir l'accord - on pourrait peut-être dire l'exequatur - des ministères des Affaires étrangères ou des autorités compétentes du pays dans lequel il était appelé à travailler. N'y aurait-il pas lieu d'introduire dans la Convention la règle suivant laquelle ces pouvoirs sont établis par la Convention elle-même, sauf exception explicitement prévue par le Gouvernement auprès duquel le délégué doit travailler.

De cette manière, nous renversons les rôles. On donne au pouvoir public local l'initiative de limiter les pouvoirs des délégués, mais ces pouvoirs existeraient de par la Convention et n'auraient pas besoin d'avoir l'agrément du Gouvernement intéressé. Et je ne pense pas qu'il y aurait beaucoup de Gouvernements qui se prêteraient à ce rôle peu sympathique de refuser le pouvoir du délégué du Comité international de la Croix-Rouge prévu expressément par une Convention purement humanitaire, inspirée uniquement d'idées morales.

Autre chose encore: lorsqu'un Gouvernement doit reconnaître expressément l'activité d'un délégué du Comité international de la Croix-Rouge, cela peut durer longtemps, surtout en cas de guerre civile. Entre le moment où le délégué a présenté sa demande et celui où celle-ci est agréée, un temps

précieux peut se perdre. Cette perte de temps, il faut l'éliminer.

Je conclus: prévoyons des attributions beaucoup plus larges qu'auparavant. Je me place au point de vue - envisagé par la première Commission - qu'il serait souhaitable que la Convention fût élargie et précisât les attributions des délégués du Comité international de la Croix-Rouge. Je répète ce mot "Comité international de la Croix-Rouge" pour la raison suivante: La Ligue des Sociétés de la Croix-Rouge, malgré le bien qu'elle fait, représente les unités desquelles elle est composée. C'est donc un organe qui n'est pas au-dessus de la mêlée politique et de la mêlée de guerre proprement dite. Dans ces conditions, un délégué de la Ligue ne jouirait pas de l'indépendance nécessaire pour accomplir sa tâche d'une manière satisfaisante. Au surplus, il ne faut pas oublier qu'en temps de guerre, les Gouvernements sont beaucoup plus susceptibles qu'en temps de paix. Ils n'admettraient pas sur leur territoire un délégué qui ferait partie d'un Etat contre lequel ils sont ou risqueraient d'être en guerre.

Je considère que le seul organisme compétent qui puisse compter sur l'adhésion, l'acceptation, la porte ouverte en tous pays en temps de guerre civile ou de guerre proprement dite, c'est le Comité international de la Croix-Rouge, représenté par un de ses délégués.

En résumé, les pouvoirs du Comité international de la Croix-Rouge doivent être formulés dans le texte de la Convention même. Ne parlons plus du consentement à donner par l'Etat à l'activité du représentant du Comité international de la Croix-Rouge. Il est évident qu'un Etat, en tant que souverain, a le droit de limiter ou de réduire ces pouvoirs du représentant du Comité international de la Croix-Rouge. Il faut donc laisser à l'Etat la possibilité d'exprimer son bon vouloir, mais ne lui donnons pas le droit de formuler ses désirs quant au principe même de l'activité du représentant du Comité international de la Croix-Rouge. Renversons les rôles. (Applaudissements)

M. OSBORNE, Afrique du Sud (traduction de l'anglais): Je tiens à dire que nous apprécions tout ce qui est fait par le Comité international de la Croix-Rouge. Nous apprécions notamment beaucoup le travail de ses délégués et voudrions voir ces pouvoirs étendus, jusqu'à égaler et même peut-être surpasser ceux des délégués des Puissances protectrices.

Il serait utile d'avoir en tout temps un délégué dans chacun des pays pour qu'il soit à même de veiller directement sur place à la bonne observation de la Convention.

Mme RIBNIKAR, Yougoslavie: La délégation yougoslave doit souligner encore une fois que la Yougoslavie n'a pas trouvé la protection des intérêts de ses citoyens par le Comité international de la Croix-Rouge. Le Comité international de la Croix-Rouge en est conscient lui-même.

Mais nous sommes venus ici pour travailler, pour trouver une solution pour l'avenir. C'est pourquoi je voudrais mentionner l'art. 86 du Code dont a parlé M. le délégué de la Croix-Rouge américaine. Nous regrettons qu'il n'ait pas été appliqué, car nous estimons qu'il constitue une garantie très forte.

Il faudrait mentionner qu'il y a deux sortes de visites de camps. Des visites de formalité et des examens consciencieux. Je pourrais vous donner plusieurs exemples de visites de formalité faites par les délégués du Comité international. Mais permettez-moi de vous citer au moins un cas. C'est un rapport des visites de camps de prisonniers de guerre par MM. E. Meyer et C. Thudicum du Stalag XVII A (Français, Belges), le 10 janvier 1944.

"... En ce qui concerne la nourriture, les rations sont réglementaires... les installations hygiéniques du camp sont suffisantes... etc."... Dans son ensemble, ce Stalag n'a pas beaucoup changé et peut être considéré comme satisfaisant; l'état des vêtements s'est amélioré".

Après la libération du Stalag XVII A par l'armée rouge, 6214 cadavres ont été découverts dans une fosse. A part cela, deux immenses fossés ont été décelés, dans lesquels près de 15.000 morts de faim ont été enterrés. Depuis l'établissement de ce camp (1940), près de 100.000 individus furent anéantis et moururent. Je pourrais citer encore d'autres cas dont on a fait état au procès de Nuremberg. Les visites de camps qui sont une simple formalité sont plus dangereuses qu'aucune visite parce qu'elles donnent l'impression que tout va bien et permettent de cacher des crimes monstrueux.

La Croix-Rouge yougoslave se permet d'exprimer le voeu que, selon les recommandations déjà formulées à l'art. 86 du Code, on désigne des représentants non d'une seule nationalité, mais de plusieurs nationalités neutres, pour la visite des camps.

C'est pourquoi nous proposons de créer un organisme spécial, beaucoup plus fort, dont les droits seraient fixés dans la Convention même comme l'a dit M. le délégué de l'Iran.

Vu le projet que notre délégation a présenté ce matin, nous pensons que les délégués auront la possibilité d'envisager la création d'un tel organisme.

Le PRESIDENT: Il me semble que les débats commencent à dépasser la question posée au point 4 de l'ordre du jour. Nos discussions débordent le cadre que nous nous étions fixé.

Nous demandions simplement si le rôle des délégués du Comité international devait être mentionné dans une future convention. Il ne s'agit pas de fixer les détails comme on commence à le demander de plusieurs côtés. Je crois donc qu'il serait bon de nous en tenir à la simple question posée par le point 4 de notre ordre du jour.

M. AGHABABIAN, Iran: Ne pourrait-on pas pourtant exprimer un voeu concernant les devoirs du Comité international ? La Commission, je pense, ne refuserait pas d'adhérer à ce désir. La sous-Commission de rédaction pourrait prendre note de ce voeu et le rédiger d'une manière adéquate.

M. POPPER, Autriche: Je voudrais autant que possible suivre les règles que le Président vient d'énoncer. Je ne voudrais pourtant pas que les délégués à cette Assemblée puissent retirer l'impression que le représentant de la Croix-Rouge autrichienne n'a pas tenu à exprimer toute sa gratitude pour les services rendus par les délégués du Comité international au moment de la libération du pays. Permettez-moi une seule constatation. Si nous essayons de mentionner le rôle des délégués du Comité international dans la Convention, je crois qu'il serait utile, pour éviter des inconvénients, de ne pas énumérer leurs tâches. Sinon, nous aurons des difficultés en ce qui concerne l'activité de ces délégués. Il ne faut pas oublier, en établissant le texte, qu'au début de cette dernière guerre personne n'aurait pu prévoir l'activité déployée par les délégués du Comité international lors de leur arrivée aux camps de Theresienstadt, Dachau et Buchenwald.

Mme HAVRANKOVA, Tchécoslovaquie: Dans notre pays, les délégués n'ont vraisemblablement pas pu accomplir le travail que l'on aurait jugé utile parce que cela n'était pas possible. Mais, dans la dernière période des hostilités et après la fin de la guerre, malgré l'interdiction qui lui en avait été faite, le délégué du Comité international, faisant acte de courage personnel, a visité les camps et sauvé une quantité de vies.

Un autre délégué resté à Prague pendant les jours de bombardements a également fait preuve d'un grand courage. Alors que la Croix-Rouge tchécoslovaque n'existait plus, il a pénétré dans des maisons et dans des rues en feu et sauvé

des centaines et des centaines de gens. C'est pourquoi nous reconnaissons qu'à la fin de la guerre et au début de la période de paix, les délégués du Comité international de la Croix-Rouge - et je pense surtout à MM. Montandon et Dunand - nous ont beaucoup aidé dans notre tâche.

Dr WOO, Chine (traduction de l'anglais): Permettez-moi d'exprimer la gratitude de mon pays à l'égard du Comité international de la Croix-Rouge, qui a envoyé un représentant chez nous. Il a accompli des miracles en visitant les camps d'une zone immense qui paraissait même trop grande pour un seul homme. Les conditions de vie sont chez nous très difficiles. Pour nous, nous nous y soumettons, car ce sont les conditions de notre pays, mais votre délégué, vous l'avez envoyé en Chine et il a accepté les conditions qui existent dans ce pays. Il a reçu les demandes des prisonniers et les a transmises. Nous avons répondu à ces requêtes.

Depuis des années, nous nous battions avec énergie, mais au moins nous étions sur notre propre sol. Lui, il a fait une grande tâche sur un territoire qui n'était pas le sien.

La compagnie dans laquelle je me suis battu a été coupée du reste du pays. Nous nous trouvions au centre d'une région occupée. Vous avez certainement entendu les rapports de l'autre partie. Mais j'aurais voulu savoir s'il existait une communication quelconque entre le délégué de la région où je me trouvais et celui de la région qui n'était pas occupée. Dans cette dernière région nous ne pouvions absolument pas nous rendre compte de la situation.

Votre délégué a fait un travail immense. Je citerai, à titre d'exemple bien entendu, la question de la correspondance, du courrier des prisonniers de guerre jusqu'à la fin de la guerre, et celle des secours. Le maximum a été fait par des organisations soeurs et nous avons toujours travaillé en collaboration avec votre délégué. Nous lui avons toujours soumis tout ce qui pouvait intéresser les questions de secours,

M. GALLOPIN, Directeur-délégué du C. I. G. R.

La représentante de la Croix-Rouge yougoslave nous a cité un cas où il semble que des manquements très graves commis à l'égard de prisonniers de guerre n'ont pas été constatés par nos délégués. Je n'ai naturellement pas les moyens de répondre à l'improviste maintenant. Je pense que nous pourrons, après la séance, examiner la question et tirer la chose au clair, comme c'est notre désir.

Je voudrais me contenter maintenant d'indiquer qu'une visite de camp, qu'elle soit faite par un représentant

de la Puissance protectrice ou par un délégué du Comité international ou encore par tout autre personne, doit être considérée sous deux aspects. Celui du temps et celui de l'espace. J'entends par là qu'il faudrait naturellement savoir si les faits très graves qui ont été signalés se sont produits avant ou après la visite du délégué du Comité international. D'autre part, il convient aussi de se souvenir que les camps n'étaient pas ouverts aux visites des délégués pour toutes les catégories de prisonniers de guerre, mais seulement pour certaines d'entre elles. On a parlé de prisonniers français et belges. Conformément à sa pratique en pareille circonstance, le Comité international a vraisemblablement adressé son rapport à la Puissance intéressée, soit aux Gouvernements français et belge. Si des faits de ce genre s'étaient produits à l'égard de leurs propres protégés, ils nous l'auraient signalé, ce qui, à notre connaissance, n'a pas été le cas.

Pendant que j'ai la parole, je voudrais mentionner ici que le Comité international désire que les débats soient aussi larges que possible. La suggestion a été faite par la délégation polonaise d'examiner la possibilité de confier le travail des visites de camps à d'autres représentants que ceux du Comité international. Je crois en effet que ce que nous devrions faire ici - et le Comité international pour sa part est le premier à le proposer -, c'est d'examiner d'une façon tout à fait générale quels sont les moyens qu'il faudrait donner à des représentants neutres, quels qu'ils soient, pour assurer un maximum de contrôle, puisque c'est en définitive le désir que nous avons tous ici. Que la Commission se sente donc à l'aise pour examiner le problème, indépendamment de telle ou telle organisation qui serait actuellement ou dans l'avenir chargée de ce travail. La question qui se pose est la suivante: Comment pouvons-nous rendre plus efficace le contrôle des visites de camps ?

Miss E.F. MOIR, Canada (traduction de l'anglais):
Permettez-moi de vous dire, au nom de mon pays, que nous avons infiniment apprécié les services rendus par le délégué du Comité international de la Croix-Rouge au Canada, M. Maag. Il a visité tous les camps et nous a énormément aidés dans notre tâche. Il a été continuellement en contact avec notre Croix-Rouge nationale et, de notre côté, nous avons cherché à lui rendre service puisqu'il nous rendait service lui-même. Nous avons eu notamment d'excellentes relations avec lui en ce qui concerne le service des prisonniers de guerre et celui de la correspondance.

M. Erwin VLADAR, Hongrie: Au nom de la Croix-Rouge hongroise, je tiens à exprimer ma gratitude envers les délégués et le Comité international de la Croix-Rouge.

Surtout dans la dernière période de la guerre, alors que notre pays se trouvait dans une situation très spéciale, les délégués du Comité international nous ont rendu de très grands services. Il y avait des centaines de milliers de Hongrois déracinés, transplantés, internés, surtout en Allemagne. Les délégués du Comité international ont fait, sur place, des suggestions qui ont pu être acceptées par ceux qui étaient aux responsabilités. Au surplus, ils ont beaucoup facilité le rapatriement de ces gens.

Permettez-moi d'ajouter, enfin, que chaque fois qu'un cas concret nous a obligés à nous adresser soit au Comité, soit à ses délégués, nous avons toujours trouvé une très large compréhension des nécessités de notre pays. Etant sur place, les délégués du Comité international se rendaient très bien compte des possibilités et des impossibilités. Leur aide nous a donc été d'un très grand secours.

M. Van de VOSSE, Pays-Bas: La Croix-Rouge néerlandaise tient à exprimer tout d'abord sa gratitude profonde pour les oeuvres accomplies par le Comité international pendant la guerre, non seulement en Allemagne avec les prisonniers de guerre et mes compatriotes internés dans les camps de concentration, mais aussi dans mon propre pays, pays affamé, comme dans d'autres parties du monde - je pense notamment aux Indes Néerlandaises, où la situation est encore critique aujourd'hui.

C'est pourquoi la Croix-Rouge néerlandaise est d'avis qu'il y aurait lieu, à l'avenir, de mentionner expressément le rôle du Comité international dans les Conventions.

Prof. MILLOT, vice-Président, France: La reconnaissance n'est pas une vertu de Croix-Rouge. Il y a longtemps que je m'en suis aperçu. Dans une oeuvre où chacun de nous promet, par définition, son entier dévouement, personne ne s'étonne qu'un membre tienne son engagement. Je viens toutefois d'assister à une impressionnante manifestation de reconnaissance. Je devrais m'y joindre. Je ne le ferai pourtant pas, car, si nous avions encore d'autres membres dans cette assemblée, nous finirions par prendre la Croix-Rouge pour une Société d'admiration mutuelle. (Rires) Il est temps de conclure. Nous sommes d'accord pour désirer qu'une mention soit faite dans les Conventions en ce qui concerne le Comité international. Nous souhaitons surtout que la proposition faite par M. Gallopin soit reprise, afin de permettre aux délégués, quels qu'ils soient, d'accomplir un rôle effectif de surveillance et de vérification dans les camps.

Dr KOUSSITASSEFF, Bulgarie (traduction du bulgare par Mme Dr Batchwarova): Je m'excuse de ne pas pouvoir donner beaucoup de détails sur l'activité de la Croix-Rouge bulgare, car je me suis trouvé pendant de longues années dans un camp de concentration. Tout au long de l'occupation de la Bulgarie par les troupes allemandes, aucun délégué de la Croix-Rouge n'a pu pénétrer sur notre territoire.

Après la libération, le Gouvernement a fait tout son possible pour faciliter l'arrivée des délégués chargés de se rendre compte des conditions et du travail qu'on peut accomplir en Bulgarie.

En un mot, je me rallie à la déclaration faite par la délégation yougoslave et considère qu'il est nécessaire que les droits et les pouvoirs des délégués du Comité international soient élargis pour leur permettre d'effectuer plus efficacement leur tâche.

Mme FRICK-CRAMER, membre du C. I. C. R.

Sans vouloir allonger ce débat, permettez-moi de remercier les délégués qui ont exprimé des sentiments de sympathie à l'égard du Comité international. Ces remerciements, je vous les adresse non pas au nom du Comité international, mais au nom de ces hommes qui ont consacré, sans aucun intérêt de leur part, leur vie et leur santé à la tâche qui leur était confiée. Je dis bien leur vie, car plusieurs sont morts au champ d'honneur. L'un d'eux a même été exécuté. Je vous remercie donc des témoignages que vous avez exprimés.

Il est une question dont nous sommes tous conscients. Je me rallie pleinement à ce qu'a dit le Prof. Millot, vice-Président: le contrôle de l'exécution de la Convention de 1929 est insuffisant. Par conséquent, toutes les Croix-Rouges qui auraient des suggestions à faire sur la manière pratique d'organiser ce contrôle rendront de grands services, non seulement au Comité international, mais aux victimes futures des guerres que nous espérons ne pas revoir.

Il faut aussi, comme nous l'a dit M. Hawes, se rendre compte des possibilités acceptables par les Gouvernements. C'est donc dans un esprit humanitaire et réaliste que cette question doit être examinée. Si les propositions sont suffisamment avancées au cours de cette session, je propose qu'une sous-Commission spéciale soit chargée de les examiner.

Si, au contraire, les idées ne sont pas suffisamment mûries, le Comité international sera extrêmement heureux de recevoir toutes les suggestions des Croix-Rouges nationales sur l'organisation du contrôle des Conventions et des visites de camps.

Le PRESIDENT: Si les débuts de nos débats étaient assez timides, j'ai le plaisir de constater qu'ils ont, par la suite, pris l'importance et l'ampleur que le Comité international escomptait. Je crois pouvoir conclure que si le Comité désirait connaître l'opinion des Croix-Rouges nationales, il peut dire que son désir a été satisfait.

Vingt-trois délégués de Croix-Rouges ont pris la parole, si j'exclus les représentants du Comité international. Vingt et un ont répondu dans un sens extrêmement affirmatif. Le Comité international peut donc être satisfait.

La réponse à la question de savoir s'il y a lieu de renforcer le rôle des délégués, s'il faut leur donner une position conventionnelle est, sans doute, affirmative. Si l'on a pu constater des insuffisances dans la tâche accomplie par certains délégués du Comité, il est bien évident que cela n'était pas dû à de la mauvaise volonté. Cette situation était due bien plutôt au manque de pouvoirs et de possibilités des représentants du Comité. Il conviendrait de pallier à ces lacunes dans l'avenir. Tel est, me semble-t-il, l'idée générale de ce débat.

M. Nedim ABUT, Turquie: Je me permets de rappeler que nous avions demandé de procéder à la constitution d'une sous-Commission. Nous avons encore juste le temps de la faire avant de nous séparer.

Le PRESIDENT: Il n'appartient pas à cette assemblée de le faire. Chaque délégation désignera elle-même la personne qu'elle entend envoyer à la sous-Commission.

M. DUNAND, Directeur-délégué du C.I.C.R.

Si j'interprète bien la pensée du représentant de la Croix-Rouge turque, je pense qu'il s'agit de la sous-Commission prévue pour examiner les questions de secours. A cet égard, chaque délégation membre de notre Commission - comme d'ailleurs de la Conférence - est, de droit, membre de la sous-Commission pour les secours, et priée de désigner les personnes qui, lundi matin, se rendront dans une autre salle pour délibérer avec cette sous-Commission.

Le PRESIDENT: Il n'y a pas lieu d'ouvrir la discussion sur ce point, étant donné que cette proposition a été acceptée.

En fin de séance, permettez-moi de vous soumettre encore quelques petits points. Pensez-vous qu'il soit nécessaire que les délégués s'expriment pendant plus de cinq minutes ? Je crois qu'en limitant de la sorte la durée des

distribué dans la matinée encore.

Bien que traitant un sujet très vaste, la notice No 5 du deuxième volume est extrêmement brève. La raison en est que nous désirons avant tout connaître les opinions des Croix-Rouges nationales, spécialement de celles qui ont eu à faire fonctionner et à créer un bureau officiel de renseignements sur les prisonniers de guerre.

Précisons qu'il s'agit des bureaux chargés de renseigner l'Agence centrale et les Puissances protectrices sur les prisonniers de guerre ennemis se trouvant sur le territoire d'un Etat. Il est important de bien préciser ce point car c'est le seul bureau prévu par l'article 77 de la Convention. De nombreuses Croix-Rouges nationales ont organisé, elles, des bureaux de renseignements sur les prisonniers de guerre nationaux et rendu ainsi de précieux services aux familles. Il est arrivé également que dans certains pays, en ce qui concerne les prisonniers de guerre nationaux, on ait vu fonctionner, l'un à côté de l'autre, le bureau officiel organisé par le Gouvernement et un bureau organisé par la Croix-Rouge nationale. Peut-être serait-il souhaitable de prévoir une unification dans ce domaine et un seul organisme national.

La question des bureaux officiels de renseignements a été abordée par deux des projets qui nous ont été soumis.

La délégation belge, dans son projet d'article 78, qui équivaut en réalité à l'article 77 du Code actuel des prisonniers de guerre, prévoit ce qui suit: "Dès le début des hostilités, chacune des Puissances belligérantes, ainsi que les Puissances neutres qui auront recueilli des belligérants, constitueront un bureau officiel de renseignements sur les prisonniers de guerre se trouvant sur leur territoire" - et ici vient l'adjonction prévue par la délégation belge - "au sein de l'Office de Secours et sous l'autorité de la Croix-Rouge nationale".

De son côté, la Croix-Rouge britannique demande, sous la rubrique Communications entre le Comité international de la Croix-Rouge et les Sociétés nationales de la Croix-Rouge, que chaque bureau officiel de renseignements transmette à la Croix-Rouge du pays où il est installé une liste des prisonniers de guerre nationaux,

Mon rapport est maintenant terminé. Il sera particulièrement intéressant, je le répète, de connaître l'opinion des Croix-Rouges qui ont fonctionné comme bureaux officiels de renseignements et de celles qui ont eu à fournir des renseignements sur les prisonniers de guerre.

Le PRESIDENT: Les débats sont ouverts.

M. Sigurd SKIBSTED, Danemark: La délégation danoise a une question à poser et une suggestion à faire. Nous aimerions savoir quels ont été les rapports entre le Comité international et le "Central Tracing Bureau" en Allemagne. Notre suggestion est la suivante: la Société nationale de Croix-Rouge constituerait le seul organisme chargé de correspondre avec Genève en ce qui concerne les renseignements, tout en collaborant avec son Etat. Il nous paraît en outre que le siège de l'Agence centrale devrait être movable. C'est un point que le délégué de l'Australie a soulevé à Oxford en l'illustrant de la manière suivante: une communication envoyée d'Australie mettait 12 mois pour arriver à destination à Genève et un laps de temps aussi considérable était nécessaire pour la réponse. Permettez-moi de dire également que, pendant les derniers mois de la guerre, nous avons constaté qu'une lettre entre Copenhague et Genève mettait facilement 3 mois pour arriver à destination. Nous avons dû passer par la Suède pour avoir les renseignements que nous désirions.

En un mot, l'organisme compétent serait donc la Croix-Rouge nationale correspondant avec l'Agence centrale des Prisonniers de guerre. Vu les difficultés de transmission, le siège de cette Agence devrait pouvoir être transféré d'un lieu à un autre.

M. M. PESMAZOGLOU, vice-Président, Grèce: La question est un peu différente. La proposition faite par le délégué du Danemark concerne le siège du Comité international. Mais la question que nous étudions actuellement est autre: il s'agit de savoir si, dans le pays occupé, c'est la Société nationale de Croix-Rouge qui sera en rapport avec Genève, ou si ce doit être un bureau officiel du Gouvernement.

M. SKIBSTED, Danemark: C'est justement ce que je propose.

M. PESMAZOGLOU, vice-Président, Grèce: Non, vous avez proposé qu'on puisse transférer le siège de l'Agence centrale. Je le répète, la question est la suivante: le bureau de renseignements se trouvant sur le sol national devra-t-il être un bureau appartenant à la Croix-Rouge nationale ou directement au Gouvernement? Telle est la question. Que proposez-vous?

M. SKIBSTED, Danemark: Je propose que ce soit la Société nationale de Croix-Rouge.

M. PESMA ZOGLOU, vice-Président, Grèce: C'est donc la proposition qui a été faite à Oxford. Nous en prenons note.

Dr G.F. McGINNES, Etats-Unis (traduction de l'anglais): Je n'avais pas très bien compris s'il était question d'amender la Convention ou non. Toutefois, d'après la remarque qui vient d'être faite par le vice-Président, je comprends qu'il est bien question de remanier la Convention sur ce point.

M. AGHABABIAN, Iran: Il me semble que la réponse à cette question doit être trouvée sur un autre terrain. Lorsqu'il s'agit uniquement de prisonniers militaires, je pense que le Ministère de la guerre de chaque pays intéressé est l'organe le mieux adapté à remplir le rôle d'office de renseignements. Mais, avec les amendements qui sont actuellement proposés, nous constatons qu'il devient de plus en plus difficile pour un Ministère de la guerre, surtout en cas de guerre civile, de remplir cette tâche de manière efficace.

Un organisme unifié, qui serait en communication avec le Ministère de la guerre, serait, me semble-t-il, beaucoup plus apte à remplir cette tâche.

Une seconde question se pose en ce qui concerne les archives. Les expériences faites ont montré que plusieurs organismes militaires, lorsque les événements de guerre l'exigent, ferment leurs portes, "bouclent" leurs archives, de telle sorte qu'il devient impossible d'obtenir des renseignements documentés. Remarquons que ce défaut pourrait se faire sentir pendant de nombreuses années. Il est en effet évident que les parents et les personnes intéressées à avoir une information précise et écrite, au sujet notamment de prisonniers disparus ou décédés, continueront à demander des renseignements pendant un laps de temps encore considérable. La question de la conservation des archives est donc de toute importance, car il faut être en mesure de donner des renseignements au public pendant un temps très long. Or, le Ministère de la guerre n'est pas précisément un Ministère ouvert au public.

Pour toutes ces raisons, j'estime qu'il est opportun de confier toute la question des renseignements aux Sociétés nationales de Croix-Rouge qui, elles, seront en rapport avec les Ministères de la guerre et toutes administrations de police pour obtenir les renseignements utiles.

Dr WOO, Chine (traduction de l'anglais): Permettez-moi d'appuyer la proposition faite par le délégué de la Croix-Rouge danoise consistant à confier les bureaux de

renseignements aux Sociétés nationales de Croix-Rouge. Toutefois, en ce qui concerne les rapports entre ce bureau et le Ministère de la guerre, on peut comprendre que la Société de Croix-Rouge ne tienne pas toujours à communiquer certains renseignements au Ministère de la guerre.

En ce qui concerne la rapidité de la transmission de la correspondance, je tiens à faire remarquer qu'entre mon pays et Genève, le temps nécessaire variait entre 10 et 11 mois. En conséquence tout ce qui pourrait être fait pour améliorer cette situation sera reçu avec enthousiasme par notre délégation.

Miss E.M. THORNTON, Grande-Bretagne (traduction de l'anglais): Dans notre pays, l'expérience a montré qu'il faudrait avoir, à côté d'un bureau officiel, un bureau de la Croix-Rouge. Les Gouvernements doivent, en effet, avoir tous les renseignements nécessaires sur leurs prisonniers. Ils estiment qu'il est de leur devoir de renseigner les familles. De leur côté, les familles se méfient quelquefois des renseignements qui leur sont fournis par le Gouvernement et demandent à la Société de Croix-Rouge la confirmation des renseignements qui leur ont été donnés. Il est agréable pour la famille de vérifier si les renseignements fournis par le Gouvernement concordent avec ceux qui sont donnés par le bureau officiel de la Société nationale de Croix-Rouge, et vice versa. Dans notre pays, les relations étaient excellentes entre le Gouvernement et la Société nationale de Croix-Rouge. Les renseignements fournis par ces deux institutions coïncidaient la plupart du temps.

Relevons également que les renseignements fournis par la Société nationale de Croix-Rouge étaient établis dans une langue moins officielle que ceux du Gouvernement. Cela en facilitait la compréhension pour les intéressés.

Permettez-moi enfin d'attirer votre attention sur certaines difficultés concernant les demandes de renseignements adressées par l'intermédiaire de Genève au sujet de prisonniers de guerre. Comme la censure ne permettait pas que les lettres des familles passent directement, on aboutissait à une situation un peu curieuse. Les familles qui parvenaient à écrire directement à Genève étaient renseignées avant la Croix-Rouge nationale intéressée et recevait des renseignements d'abord du Comité international et ensuite seulement de la Croix-Rouge de leur propre pays. Cela nous mettait parfois dans une situation un peu gênante.

M. van LEYNSEELE, Belgique: On a formulé tout à l'heure une observation qui consistait à dire: pour des pays extrêmement éloignés de Genève, il fallait souvent attendre

des mois et même des années avant d'obtenir les renseignements désirés. Une telle situation s'est effectivement présentée pendant cette guerre-ci. Elle n'impose toutefois pas une modification des stipulations de la Convention de 1929. En effet, l'art. 79 de la Convention prévoit le moyen de parer aux inconvénients de la situation que l'on a signalée. Cette disposition stipule en effet:

"Une agence centrale de renseignements sur
"les prisonniers de guerre sera créée en pays neutre."

Je suppose, par conséquent, un conflit surgissant entre deux Etats d'Amérique du Sud. Grâce à cet art. 79, on peut créer l'Agence centrale dans un pays neutre d'Amérique du Sud; il ne sera pas nécessaire de passer par le canal de Genève.

"Le Comité international de la Croix-Rouge
"proposera aux Puissances intéressées, s'il le juge né-
"cessaire, l'organisation d'une telle agence".

Le Comité international peut donc parer aux inconvénients qu'on a signalés.

"Cette agence sera chargée de concentrer tous
"les renseignements, intéressant les prisonniers, qu'elle
"pourra obtenir par les voies officielles ou privées;
"elle les transmettra le plus rapidement possible au
"pays d'origine des prisonniers ou à la Puissance qu'ils
"auront servie.

"Ces dispositions ne devront pas être inter-
"prétées comme restreignant l'activité humanitaire du
"Comité international de la Croix-Rouge".

Au cours du dernier conflit, on n'a appliqué que le dernier paragraphe de cet art. 79. C'est le Comité international qui a assumé la lourde tâche de transmettre les renseignements. Mais la Convention permet parfaitement une autre solution: constitution, en dehors de l'activité du Comité international, dans le domaine des renseignements, d'une agence centrale qui pourrait se trouver près de l'endroit où sévit le conflit.

Mme FRICK-CRAMER, membre du C.I.C.R.

Pour appuyer les déclarations faites par le vice-Président, permettez-moi de présenter une motion d'ordre. Nous sommes en train de discuter l'art. 79, soit les compétences, le lieu et les possibilités d'action de l'agence centrale. Or, la question posée se rapportait à l'art. 77, qui concerne la création de bureaux officiels donnant des renseignements sur la situation de prisonniers ennemis. Il ne s'agit donc pas de l'action des Croix-Rouges

dans le domaine des renseignements donnés aux familles en ce qui concerne les prisonniers de guerre nationaux. Si l'on traite - ce qui est évidemment possible - les deux questions en même temps, on aboutira à une confusion dans les débats.

Ce que nous aurions voulu savoir, en particulier des Croix-Rouges qui ont été chargées par leur Gouvernement de concentrer les renseignements sur les prisonniers ennemis, c'est si elles recommandent ce système et si nous devons indiquer aux Gouvernements que les Croix-Rouges nationales seraient prêtes à remplir ce rôle et désireuses de le faire. Si tel devait être le cas, les Croix-Rouges devraient prévoir un "entraînement" technique indépendant sur toutes les questions de renseignements se rapportant aux prisonniers de nationalité étrangère sur le sol national.

Telle est la question importante qui se pose tant pour les Croix-Rouges nationales que pour les Gouvernements. C'est également la raison pour laquelle nous vous avons soumis ce problème, car un certain nombre de Croix-Rouges nationales ont fait des expériences dans ce domaine.

Si au contraire les Sociétés nationales de Croix-Rouge estiment qu'elles s'acquittent déjà de tâches très lourdes pour assurer la protection de leurs nationaux, elles pourraient alors nous dire qu'elles ne désirent pas être chargées davantage.

Le Comité international aimerait donc être en mesure de faire part aux Gouvernements du vœu des Sociétés nationales de Croix-Rouge en ce qui concerne les dispositions de l'art. 77 de la Convention.

Lorsqu'il s'agira de l'art. 79, nous aurons évidemment un certain nombre d'autres observations à faire.

M. POPPER, Autriche: La question posée par Mme Frick-Cramer est de toute importance, mais elle n'est qu'un aspect de la question fondamentale suivante: les Croix-Rouges nationales veulent-elles se charger de la protection des ennemis ?

Mme RIBNIKAR, Yougoslavie: Le délégué de l'Autriche a posé une question inéressante, qui constitue le point crucial du problème. Si nous sommes vraiment une grande famille de Croix-Rouges, nous ne devons pas nous occuper que de nos nationaux. En Yougoslavie, nous ne nous sommes pas bornés à protéger les Yougoslaves. Si le problème n'est pas envisagé de cette façon, nous pensons que la Croix-Rouge n'a plus sa raison d'être.

M. MOTTIRONI, Italie: Nous sommes bien d'accord avec Mme Frick-Cramer: nous parlons de renseignements concernant l'ennemi et non pas nos propres nationaux. Il ne s'agit donc pas d'un bureau de renseignements concernant les nationaux confié à un organisme unique - qui peut être la Croix-Rouge ou toute autre institution officielle. Nous discutons des renseignements relatifs aux ennemis se trouvant sur le sol national.

En Italie, la solution préconisée par le Gouvernement a été de confier cette tâche à la Société de Croix-Rouge nationale.

Mme Frick-Cramer a soulevé un problème technique et moral très important. Il ne suffit pas que la Croix-Rouge nationale désire faire ce travail. Il faut qu'elle y soit appelée par le Gouvernement.

Bien qu'étant conscient des imperfections d'un tel système, je ne peux pas m'empêcher de vous signaler une initiative de notre Croix-Rouge nationale: en 1932, notre Société de Croix-Rouge a créé un service social international, qui est une section autonome de la Croix-Rouge italienne. Ce service s'occupe non pas d'Italiens, mais de personnes étrangères qui recherchent des membres de leur famille, cherchent à obtenir des nouvelles authentiques sur leurs conditions de vie, etc. Lorsque les recherches faites par ce service ont abouti, lorsque les membres disparus ont été retrouvés, on aboutit alors à des services sociaux: réunir la famille, trouver un emploi ou un statut juridique qui lui permette de vivre.

Ce service social international permanent permet de constituer, au moment où les hostilités se déclanchent, le premier noyau du bureau d'information officiel. Dès que la guerre a cessé, ce service reprend son rôle purement social. Une telle organisation permet d'avoir immédiatement à disposition, dès qu'une guerre éclate, un petit groupe de techniciens, qui peuvent prendre en mains l'installation d'un bureau de renseignements officiels et qui possède déjà les cartothèques et tous autres documents nécessaires.

Pour le surplus, je me rallie à l'excellente suggestion de M. Popper et de la représentante de la délégation yougoslave, en disant que la Croix-Rouge italienne favorisera de toutes manières l'extension du rôle des Croix-Rouges nationales en faveur des sujets ennemis sur son territoire.

Médecin général SICE, France: Je remercie Mme Frick-Cramer d'avoir bien voulu attirer notre attention sur cette question. Permettez-moi de vous exposer ce qui se passe en France. Le groupement des prisonniers de guerre allemands sur sol

français se trouve sous le contrôle du Gouvernement français, mais le Gouvernement a fait appel à la Croix-Rouge française et lui a demandé d'intervenir pour toute tâche utile que lui, Gouvernement, ne pourrait remplir vis-à-vis des prisonniers allemands. C'est ce qu'a fait la Croix-Rouge française.

Tout dernièrement encore, les Comités de Croix-Rouge nous ont demandé d'intervenir pour faire parvenir aux prisonniers allemands se trouvant dans des camps en France des revues, des brochures, des périodiques, afin de les tenir au courant de ce qui se passe dans le monde et pour faciliter l'évolution de leur mentalité.

Jusqu'à présent, nous n'avons pas eu la possibilité d'intervenir directement comme organisme de centralisation et d'action vis-à-vis des Allemands, mais seulement comme organe d'assistance chargé de donner son secours moral. Telle a été l'action que le système en vigueur dans notre pays nous a permis d'accomplir.

M. PESMAZOGLOU, vice-Président, Grèce: La Grèce n'était pas préparée à une guerre. Elle n'aurait jamais cru qu'elle serait mêlée à la dernière tourmente mondiale. Elle n'avait, en conséquence, aucune préparation pour le service de la correspondance.

Toutefois, grâce aux sacrifices des dames et des demoiselles grecques, la Croix-Rouge hellénique a été en mesure de donner pleine satisfaction aux intéressés dans ce domaine.

La Commission est d'avis, me semble-t-il, que la question de la correspondance des prisonniers devrait être du ressort des Sociétés nationales de Croix-Rouge. Dans ces conditions, si aucun délégué n'a d'objection à formuler, on pourrait clore la discussion sur ce sujet, à moins, je le répète, qu'une délégation propose que toutes ces questions soient données, non pas à la compétence d'une Société nationale, mais à celle d'un autre bureau.

SARDAR BAHADUR BALWANT SINGH PURI, Inde (traduction de l'anglais): Je viens d'un pays qui, vous pouvez vous en douter, a dû attendre fort longtemps avant d'obtenir la correspondance qui lui était transmise par Genève. Toutefois, nous attendons davantage des Sociétés nationales de Croix-Rouge que des Gouvernements.

Une chose est certaine: la Convention doit être modifiée et les Sociétés nationales de Croix-Rouge doivent avoir un rôle à jouer dans la protection des ennemis. Cependant, il

leur sera toujours plus facile de s'occuper de leurs propres nationaux d'abord, pour ne traiter qu'ensuite les affaires des prisonniers ennemis.

En ce qui concerne la position de l'Agence centrale, je considère qu'elle a toujours mérité le respect du monde entier. Cette situation est due, je pense, à sa position dans un pays tout à fait neutre. On ne saurait dire que son prestige serait le même si elle pouvait être transportée d'un pays dans un autre. Il me semble même qu'elle supporterait mal son transfert dans différents pays. Il y a, en effet, toute une question de recrutement de personnel, qui pourrait se poser - en Suisse, pays neutre, cette question peut trouver facilement sa solution; dans un autre pays, il pourrait y avoir de grosses difficultés, et il me semblerait dangereux d'admettre le principe d'une agence centrale mobile.

Le PRESIDENT: Quatre délégués se sont encore inscrits pour prendre la parole sur cette question. Je les prie de ne le faire que s'ils ont vraiment quelque chose de nouveau à ajouter aux débats. L'heure avance et notre programme est chargé.

Dr McGINNES, Etats-Unis (traduction de l'anglais): Permettez-moi d'ajouter quelques mots à l'exposé présenté par M. Pesmazoglou, vice-Président. Nous n'avons aucune objection à ce que ce soient les Sociétés nationales qui se chargent de la correspondance des prisonniers de guerre; toutefois, il serait prudent de prévoir le cas où ces Sociétés nationales seraient dans l'impossibilité d'accomplir cette tâche.

M. van LEYNSEELE, Belgique: L'amendement proposé par la Belgique répond aux préoccupations et de la délégation autrichienne et de la délégation yougoslave. De quoi s'agit-il ? De la transmission des renseignements relatifs aux prisonniers de guerre. La Convention prévoit pour chacun des Gouvernements un bureau officiel, qui va donc centraliser toute cette question. Ainsi, en Belgique le bureau centralisera tous les renseignements relatifs aux prisonniers de guerre capturés par l'armée belge. Ce bureau de renseignements se trouve sous l'autorité de l'Etat belge, Puissance belligérante.

On comprend, dans une certaine mesure, que l'on se méfie d'un Etat belligérant.

L'amendement proposé par la délégation belge prévoit que ce bureau de renseignements se trouverait placé sous l'autorité de la Croix-Rouge nationale. Cette idée, me semble-t-il, ralliera l'assentiment de cette Assemblée puisqu'elle correspond aux observations qui ont été faites jusqu'ici un peu de tous les côtés. Elle correspond d'ailleurs à la mission plus étendue que les travaux d'Oxford ont voulu accorder aux Croix-Rouges nationales.

M. AGHABABIAN, Iran: La solution proposée par la délégation belge me paraît l'unique possible. Elle fait suite, en effet, à l'ensemble des travaux et des décisions déjà prises. Permettez-moi simplement d'ajouter que cette question revêt deux aspects différents: celle des prisonniers de guerre nationaux à l'étranger et celle des prisonniers de guerre étrangers sur le territoire national. Ces deux aspects doivent être réglés de la même façon afin d'éviter des inconvénients. En effet, celui qui est considéré comme étranger dans le pays X devient national du point de vue du pays Y dont il est ressortissant. Dans ces conditions, il me paraît souhaitable que la Croix-Rouge, dans son ensemble, et les Sociétés nationales de Croix-Rouge traitent de la même façon ces deux aspects.

Réservez toutefois les exceptions explicites et clairement exprimées par un Etat. En effet, nous ne pouvons pas empêcher un Etat souverain d'imposer les règles qu'il estime devoir être appliquées sur son territoire, surtout en cas de guerre.

La solution me semble devoir être la suivante: pour le temps de paix comme pour le temps de guerre, c'est un service d'information international - peut-être du type qui a déjà été expérimenté en Italie - qui permettra au pays d'accomplir sa tâche en continuant de fournir des renseignements au sujet des prisonniers de guerre décédés ou disparus. En temps de guerre, ce service se développera considérablement. Il s'adjoindra d'autres fonctions et établira un contact direct - sorte de trait d'union - entre la Croix-Rouge d'un pays étranger et les Ministères de la guerre, de la marine, de l'aéronautique ou tout autre Ministère qui peut être intéressé à cette question des renseignements.

Ce système me paraît pratique. J'ose exprimer le désir que, dans chaque pays, la Croix-Rouge nationale organise - s'il n'existe pas déjà - un service d'information international qui pourra prendre contact directement - non pas par la voie administrative - avec d'autres services d'information, pour autant que les conditions de censure le permettent. En temps de guerre, ce service se développera avec toute l'ampleur désirée.

En ce qui concerne les prisonniers de guerre nationaux à l'étranger, la règle restera la même, avec cette différence que le Ministère de la guerre et l'autorité publique du pays peut imposer les règles techniques qui lui semblent utiles et nécessaires au fonctionnement de ce service sur son territoire.

M. OSBORNE, Union Sud-Africaine (traduction de l'anglais): En qualité de représentant d'un pays qui s'est occupé des deux aspects de la question, nous pouvons dire qu'il est de la responsabilité de la Croix-Rouge de s'occuper des prisonniers de guerre ennemis et des prisonniers de guerre nationaux.

Comme l'a rappelé le représentant des Etats-Unis, cela ne devrait toutefois pas devenir obligatoire, car certains Gouvernements désirent ne pas confier à leurs Sociétés de Croix-Rouge la tâche de recueillir des informations sur les prisonniers de guerre. Enfin j'aimerais savoir si ce qui a été fait par les Sociétés nationales de Croix-Rouge a été utile ou non.

Le PRESIDENT: Il ne s'agit naturellement pas d'une obligation des Gouvernements mais d'une recommandation que nous pourrions leur faire.

Prof. MILLOT, vice-Président, France: Je constate que toutes les Croix-Rouges représentées ici sont d'accord pour assumer les services de bureaux de renseignements. Je constate également que de nombreuses Croix-Rouges sont d'accord d'assumer encore bien d'autres besognes sortant du problème qui nous préoccupe actuellement. Je pense spécialement aux recherches concernant les familles.

Au point de vue pratique, il est bien entendu que nous ne pouvons pas imposer cette solution aux Gouvernements. Mais ce que nous pouvons faire, c'est suggérer aux Gouvernements que toutes les Croix-Rouges nationales assument le travail spécial du bureau officiel de renseignements concernant les prisonniers de guerre. De la sorte, nous pourrions considérer que cette question est réglée et passer à l'ordre du jour.

Miss THORNTON, Grande-Bretagne (traduction de l'anglais): La plupart des points que nous voulons soulever ont déjà été exposés par les orateurs qui m'ont précédée. Reste cependant la question de la sécurité, qu'il ne faudrait

pas perdre de vue lorsqu'il est question des prisonniers de guerre ennemis. Cette question, qui a une grande importance, ne doit surtout pas être perdue de vue en temps de guerre.

Lady OWEN, Australie (traduction de l'anglais):
Notre Société nationale a consacré, dans son projet, un paragraphe spécial au sujet que nous traitons en ce moment. Permettez-moi de vous le lire: "Le bureau d'information entreprendra des enquêtes sur les personnes ~~man-~~quantes, blessées ou décédées à la suite de blessures qu'il s'agisse de membres des forces armées ou de civils dans la zone de combats, et transmettra le résultat de ses enquêtes à l'Agence centrale à laquelle il est fait allusion à l'article 79, afin que ces renseignements soient retransmis par elle". La Croix-Rouge australienne estime que nous devons rendre service aussi bien aux ennemis qu'aux nationaux, en espérant que la Puissance ennemie fera de même à notre égard.

M. GALLOPIN, Directeur-délégué du C.I.C.R.:

Si vous me le permettez, puisque la question a été soulevée, j'aimerais dire deux mots en ce qui concerne le siège de l'Agence centrale des prisonniers de guerre. Différentes propositions ont été faites dans le but, pour la plupart, de prévoir une disposition stipulant que l'Agence centrale soit amovible de façon à pouvoir couvrir tous les territoires et tous les fronts qui peuvent se créer au cours d'une guerre.

Je voudrais rappeler à ce sujet que cette question n'est pas nouvelle pour le Comité international de la Croix-Rouge. Avant même la conclusion de la Convention de 1929, il avait organisé, en 1912, pendant la guerre balkanique, une agence à Belgrade. Pendant cette guerre, la question de créer des agences dans différents territoires outre la Suisse a été envisagée, et même réalisée partiellement. Elle a été réalisée au Caire - pour le Proche-Orient - , où nous avons eu une section importante de l'Agence permettant de faire le travail qui s'avérait nécessaire.

La constitution d'une agence avait également été envisagée pour Ankara lorsque nous avions espéré qu'un échange de renseignements pourrait se faire entre les Autorités soviétiques et les Autorités allemandes. De plus, elle avait été envisagée également, pour le Pacifique, dans la colonie portugaise de Macao. Le problème du transfert de l'Agence ou de la création de différents sièges de l'Agence ne pose pas seulement un problème de personnel et de matériel - souvent très difficile à résoudre, comme vous pouvez le penser, car on ne trouve pas toujours sur place, au moment où l'on voudrait créer l'agence, le matériel et le personnel nécessaires.

Il faudrait pouvoir emmener ce personnel avec soi, afin qu'on ait à sa disposition le personnel spécialisé nécessaire pour faire des travaux techniques très importants. Mais il n'y a pas que ce côté-là du problème. Il faut envisager également le problème politique. Il ne faut pas oublier, en effet, que l'on ne peut pas, dans bien des cas, trouver le territoire qui réponde aux exigences prévues par la Convention, soit un territoire neutre et qui reste neutre pendant la durée de la guerre. En effet, si la neutralité ne durait pas pendant tout le conflit, il faudrait de nouveau songer à déplacer l'Agence.

Si l'on veut par conséquent envisager d'ores et déjà, d'une façon conventionnelle, la création de différents sièges de l'Agence centrale en temps de guerre, cela suppose qu'à l'avance on va chercher à résoudre le problème de l'internalisation du territoire fixé empiriquement sur différents points du globe. Si l'on examine la question, sous cet aspect général, on conçoit facilement le travail que cela peut entraîner.

Pour ma part, je considère qu'il existe un autre aspect du problème, plus important encore. Les moyens de communication dont on dispose actuellement, grâce au télégraphe et à la radiodiffusion, offrent la possibilité de réunir rapidement tous les renseignements en un point quelconque du globe. L'Agence centrale de Genève, pour sa part, a fait un large usage des télégrammes pendant la guerre. Les retards qu'on a signalés se sont en effet produits. Mais on a pu, peu de temps après, y porter remède en faisant usage des télégrammes.

Remarquons à ce sujet que, dans son texte actuel, la Convention ne prévoit aucune franchise. Par conséquent, lorsque nous avons institué ce système, il a fallu négocier avec les différents Gouvernements pour obtenir sinon la franchise, du moins des arrangements permettant de couvrir les frais que ces échanges de télégrammes allaient provoquer. Je ne veux pas m'étendre davantage sur cette question, qui est prévue à un point ultérieur de l'ordre du jour. Je crois toutefois que les deux points que j'ai signalés concernant le siège de l'Agence centrale et les moyens de communication sont très connexes et qu'il faudrait envisager l'un par rapport à l'autre.

Puisque j'ai la parole, je voudrais répondre au délégué de l'Union Sud-Africaine, qui a posé la question de savoir si le travail accompli par les Sociétés nationales de Croix-Rouge dans le domaine des renseignements aux prisonniers de guerre avait été utile. Ce travail a non seulement été extrêmement utile, mais infiniment apprécié. Il est clair - c'est d'ailleurs un principe général que je voudrais

fixer dès maintenant - que l'action du Comité ne peut s'exercer avec fruit que s'il est aidé par les Croix-Rouges nationales, aussi bien lorsqu'il s'agit de la Puissance d'origine que de la Puissance détentrice. Dans ce domaine comme dans d'autres, le Comité se félicitera toujours lorsque les Croix-Rouges nationales voudront bien appuyer son action comme il le souhaite.

Le PRESIDENT: Il ressort de ce débat un véritable esprit de Croix-Rouge dont je crois que nous pouvons tous nous féliciter. Les Croix Rouges sont les seules organisations au monde qui soient prêtes à s'occuper et des leurs et des ennemis. Nous sommes donc d'accord que les Croix-Rouges proposent aux Gouvernements que ce soient elles-mêmes qui s'occupent du bureau officiel de renseignements sur les prisonniers de guerre. Permettez-moi de ne pas entrer dans plus de détails. Ils ressortiront de nos documents.

M. SKIBSTED, Danemark: J'attends toujours la réponse à ma question. J'ai promis à mon service de renseignements, à Copenhague, de lui en fournir une. Je rappelle ce que je vous disais tout à l'heure: quels sont les rapports entre le "Central Tracing Bureau" en Allemagne et le Comité international ?

M. GALLOPIN, Directeur-délégué du C.I.C.R.: Je n'ai pas répondu sur ce point, car cette question concerne les civils. Le "Central Tracing Bureau" s'occupe de la recherche des personnes disparues en Allemagne. D'une façon générale, il existe une collaboration entre ce "Central Tracing Bureau" et le C.I.C.R. Mais cela ne concerne que le problème des personnes disparues en Allemagne, pour lesquelles le "Central Tracing Bureau" est compétent d'après les accords passés entre les Puissances alliées et l'UNRRA. Nous transmettons à cet organisme les documents en notre possession qui peuvent faciliter les recherches.

Pour les autres recherches qui ne sont pas de la compétence du "Central Tracing Bureau" - recherches d'ennemis ou en dehors de l'Allemagne -, le travail est fait par l'Agence centrale, avec la collaboration des différents bureaux nationaux.

6. UNIFICATION DU MODE DE COMMUNICATION DES RENSEIGNEMENTS
SUR LES PRISONNIERS DE GUERRE.

M. PILLOUD, rapporteur: Il s'agit d'une question technique exposée d'une manière très détaillée dans la notice du C.I.C.R. Elle est technique, mais elle revêt une grande importance, car elle est susceptible d'apporter une solution à tous les retards dont vous avez déjà parlé à plusieurs reprises. Après vous avoir décrit les méthodes employées pendant cette guerre, la diversité des documents transmis à l'Agence au sujet des prisonniers de guerre, on donne quelques indications numériques sur le nombre des fiches que l'Agence a dû confectionner. On vous signale également que l'on a constaté des retards dus à ce système. Ces retards se sont produits spécialement en 1940, au moment de la capture d'une grande partie de l'armée française et de l'arrivée d'une quantité considérable de listes à Genève. On a constaté également des retards en 1945 lors de la capture de l'armée allemande.

L'arrivée massive de ces documents à Genève n'a pas permis qu'ils soient exploités aussi rapidement qu'on le désirait. Si le système qui vous est actuellement proposé avait été en vigueur, ces inconvénients auraient pu être supprimés et les retards réduits. La solution proposée est celle d'une fiche signalétique composée de 3 volets, dont l'un serait destiné à l'Agence centrale des prisonniers de guerre, l'autre resterait au Bureau national de renseignements et le troisième irait à l'Etat d'origine. Ce système paraît logique et, s'il avait déjà été appliqué au cours de cette guerre, il aurait permis d'éviter de nombreux frais à l'Agence centrale des prisonniers de guerre.

C'est pourquoi le Comité international vous demande si vous approuveriez qu'il poursuive ses efforts en vue de l'introduction d'un tel système. Telle est la situation en ce qui concerne la question conventionnelle.

A la page 17, second paragraphe, se pose une question qui ne concerne pas directement la Convention, mais qui est liée, d'une façon étroite, aux problèmes de l'Agence centrale des prisonniers de guerre. Elle concerne la manière dont les demandes de renseignements sont présentées à cette agence.

A cet égard également, une certaine standardisation serait absolument nécessaire pour que toutes ces demandes arrivent sur des cartes d'un format et d'un contenu identiques, ce qui permettrait de les insérer immédiatement dans les fichiers. On gagnerait ainsi un temps précieux. Pour réaliser ce système, l'Agence centrale des prisonniers de guerre aurait besoin du concours de toutes les institutions nationales

qui ont présenté des demandes de renseignements. L'intervention des Croix-Rouges nationales serait donc indispensable pour la réalisation de cette uniformisation.

J'attire également l'attention de la Commission sur les propositions faites par la Croix-Rouge britannique, qui souhaite que les informations sur les prisonniers de guerre comportent plus de détails. Dans son projet d'un nouvel art. 77, elle énumère les questions qu'elle aimerait voir traiter.

D'autre part, la Croix-Rouge australienne fait une suggestion intéressante. Je me permets de lire l'article de son projet:

"To assist in its services the Agency shall
"provide, maintain and operate a wireless station on
"wave lengths reserved to it by international agreement".

Cette suggestion d'un émetteur spécial du C.I.C.R. a déjà été mise en pratique depuis plus d'une année. Si ce sujet vous intéresse, j'ai ici un rapport sur l'activité de ce service - ce texte est malheureusement rédigé seulement en français pour l'instant, mais nous pourrions le faire traduire, - rapport qui explique ce qui a été fait jusqu'à présent. Cette question est en voie de réalisation. Il est même possible que nous ayons à vous demander votre concours à ce sujet.

Le PRESIDENT: Avant d'ouvrir les débats, je voudrais demander aux délégués des Croix-Rouges britannique et australienne, qui ont fait des propositions, si elles désirent prendre la parole dès le début.

Miss THORNTON, Grande-Bretagne (traduction de l'anglais): Le document présenté par le Comité international se rapproche assez du nôtre. Je crois qu'une combinaison des deux permettrait d'arriver à une solution satisfaisante.

La difficulté du problème réside dans les méthodes de communication des documents et les difficultés de transport. On pourrait suggérer: premièrement, une transmission des documents par radio, et, en second lieu, une confirmation écrite, qui serait indispensable. Il faut éviter un système trop compliqué. Nous connaissons tous la difficulté qu'il y a à remplir 3 cartes d'une façon identique, à moins de le faire avec des machines spéciales.

Il nous paraît, d'autre part, peu indiqué que les renseignements relatifs à un prisonnier partent du lieu où il

est captif, parviennent au Comité international et au Bureau national de l'Etat détenteur et ne soient transmis qu'ensuite au pays d'origine. Un tel système me paraît compliqué.

Il faut faire quelque chose pour obtenir que les renseignements sur les prisonniers de guerre soient aussi complets que possible et transmis avec toute la célérité voulue.

Lady OWEN, Australie (traduction de l'anglais):
Notre Croix-Rouge a fait la proposition d'un poste émetteur, car, pendant la guerre, elle a beaucoup souffert de l'immense distance qui l'a séparée de l'Agence centrale des prisonniers de guerre. L'établissement d'un système régulier est extrêmement utile pour nous.

Le système des cartes en trois exemplaires serait bon s'il était possible de le mettre en pratique d'une façon suffisamment claire. Il est important que Genève ait ces fiches en sa possession, mais elles devraient être établies par le Bureau d'information du pays intéressé, et non pas par quelques fonctionnaires surchargés de travail, au moment où les prisonniers sont en captivité.

M. PESMAZOGLOU, vice-Président, Grèce: Permettez-moi d'ajouter quelques mots à la déclaration que vient de faire la représentante de la Croix-Rouge australienne.

Il est question d'une émission télégraphique de la capture des prisonniers. Il me semble souhaitable que tout Gouvernement prenne l'engagement, dans la Convention, d'émettre immédiatement, par radio, à une heure qui soit déterminée, la liste des personnes que ses armées auront capturées. Je vois là un moyen par lequel l'Etat auquel appartiennent les nouveaux prisonniers serait immédiatement avisé. Il aurait ainsi immédiatement en sa possession la liste de ses ressortissants capturés par l'ennemi. Ensuite seulement pourrait intervenir l'échange des cartes permettant d'avoir plus de détails sur cette question.

Si je ne fais erreur, c'est bien à ce but que semble tendre la proposition de la Croix-Rouge australienne. La transmission de la capture devrait être faite de telle façon que le Gouvernement ou l'Etat auquel appartiennent les prisonniers prenne immédiatement connaissance, sans qu'il soit nécessaire de passer par le canal du Comité international, du nom des personnes capturées.

Est-ce bien cela ?

Lady OWEN, Australie (traduction de l'anglais):
Nous pensions plutôt à l'intervention du Comité international.

M. PESMAZOGLOU, vice-Président, Grèce: Je crois que ce problème revêt deux aspects différents, qu'il y a lieu d'envisager. Actuellement, grâce à la radio, chaque pays a la possibilité d'avoir immédiatement connaissance de la liste de ses prisonniers. Si, à une heure déterminée, le pays détenteur donne les renseignements nécessaires, il suffira au poste récepteur du pays d'origine de prendre la longueur d'ondes du pays émetteur pour avoir tous les renseignements désirables et sans aucun retard. Il ne me paraît pas nécessaire que ces renseignements soient transmis par l'intermédiaire du Comité international. Il y a lieu d'envisager ensuite le second aspect de ce problème, l'échange des cartes d'identité, qui se ferait par l'entremise du C.I.C.R.

De cette façon, on pourrait, dans un délai de 3, 4 ou 5 jours, donner connaissance au pays intéressé de la liste de ses prisonniers.

Lady OWEN, Australie (traduction de l'anglais):
Permettez-moi de répondre à la remarque faite par M. Pesmazoglou, vice-Président. Il me paraît qu'il ne réalise pas tout à fait quelle est la portée de notre proposition. Nous reconnaissons volontiers que la solution idéale serait de réaliser une transmission par radio, mais une telle méthode n'est pas infaillible. Nous avons souffert du système qui consistait, pour les Japonais, à donner quelques noms de prisonniers australiens; quelquefois même, on entendait la voix du prisonnier de notre pays. Nos ennemis se servaient d'un tel procédé pour faire de la propagande par radio. De plus, les noms ainsi transmis se rapportaient parfois à des prisonniers qui étaient déjà morts et, cela, les Japonais ne le disaient pas.

Notre idée est la suivante: dès que l'Agence centrale des prisonniers de guerre est sûre de son fait, elle transmet le nom des prisonniers au pays intéressé. Si le pays qui capture les prisonniers transmet de bonne foi les listes dont il s'agit, ce serait évidemment la solution idéale. Mais, nous le répétons, nous préfererions que cela soit confirmé par le Comité international, dont la bonne foi n'est évidemment pas suspectée.

M. PESMAZOGLOU, vice-Président, Grèce: Je voudrais demander à Lady Owen si elle n'estime pas que le danger qui

existe lors de la transmission des renseignements par radio n'existerait pas également avec la transmission des cartes, puisque cette transmission serait faite par les différents Gouvernements nationaux.

M. POPPER, Autriche: Personnellement, je me rallie complètement au point de vue exprimé par la délégation australienne. S'il me fallait répondre à la question posée par notre vice-Président, je lui donnerais une réponse négative. Le danger me semble moindre en cas de transmission des cartes. Au surplus, en considérant les moyens de propagande qui peuvent entrer en ligne de compte en cas de transmission des noms de prisonniers par radio, je crois qu'il est préférable de se rallier à la proposition de la délégation australienne.

Permettez-moi, en outre, d'attirer l'attention de cette Commission sur le point que nous traitons: si je ne me trompe pas, nous n'avons pas encore parlé de la question des certificats de décès. Or, cette question est des plus importantes. Elle devient encore beaucoup plus importante lorsque nous considérons qu'elle touche de très près des questions de droit civil, surtout si ces questions se rapportent à des prisonniers de guerre. N'oublions pas également qu'on envisage d'étendre à tous les civils les dispositions actuellement applicables aux prisonniers de guerre seulement.

Le certificat de décès fourni par le bureau officiel d'un Gouvernement ou par le bureau officiel contrôlé par une Société nationale arrive donc à l'Agence centrale des prisonniers de guerre. Dans beaucoup de cas, c'est l'unique document sur lequel vont ensuite se baser les mesures les plus diverses, notamment de successions et de remariage. Pour toutes ces raisons, je désire attirer tout particulièrement votre attention sur l'importance de ces certificats de décès.

M. AGHABABIAN, Iran: Les avantages que présente une communication des listes de prisonniers de guerre par radio ne doivent pas nous faire oublier les erreurs très graves que de telles communications peuvent contenir. En effet, lorsque sont épelées les listes de milliers de personnes, il y a le risque d'erreurs de prononciation du speaker - qui prononce à sa manière. D'un autre côté, celui qui reçoit la transmission par radio la transcrit à sa manière, qui n'est pas toujours la même que celle du speaker. Il y a donc risque d'erreurs très réel. Du reste, des erreurs très graves ont été constatées par tous ceux qui ont travaillé dans ce domaine. Permettez-moi, à cet égard, de citer le petit exemple suivant: une dame a reçu un certificat de décès basé sur une communication radiophonique; elle s'est remariée. Au bout

d'un an, le mari est revenu et a trouvé sa femme mariée, avec un bébé. Il est clair que cette situation n'est pas désirable.

Je propose en conséquence, comme règle générale, que toute communication faite par le moyen de la radio soit ensuite confirmée par écrit. Il faut, en outre, autant que possible, éviter les transcriptions, car ce sont des sources d'erreurs. Or, dans ce domaine, les erreurs ont des conséquences particulièrement graves. Ces considérations me paraissent particulièrement importantes en cas de décès. Les conséquences juridiques et l'importance de ces actes sont telles que le maximum de prudence doit être exigé et les cas de décès doivent toujours être accompagnés d'une documentation écrite pour éviter, autant que possible, les confusions. De la sorte, il y a toujours moyen de comparer les listes et les documents.

A côté du C.I.C.R., et outre les organisations de renseignements des Etats, il existe encore un troisième organe - dont je n'ai pas encore entendu le nom au cours de ces débats. Je veux parler du service d'informations du Saint-Siège. Ce service a admirablement travaillé pendant toute la guerre et a fourni des indications, souvent même dans les cas où les informations officielles faisaient complètement défaut. Il s'est consacré à cette oeuvre avec un dévouement remarquable. De nombreuses personnes ont reçu des informations exactes et même des lettres grâce à son entremise.

Mme FRICK-CRAMER, membre du C.I.C.R.: Je m'excuse de reprendre la parole, mais je tiens à vous donner quelques indications. Vous avez tout à l'heure manifesté le désir des Croix-Rouges nationales de prendre une part active à l'organisation des bureaux de renseignements. A cet égard, il est bon que vous soyez mis au courant de certaines difficultés qui peuvent se présenter dans l'accomplissement de ce travail.

Parlons tout d'abord de l'unification des demandes des familles. Cette question est fort importante, qu'il s'agisse d'un organe national ou international neutre, à Genève ou ailleurs, dont la tâche essentielle est de fournir des renseignements exacts et rapides. L'arrivée de documents de format et de rédaction divers compliquent grandement le travail. C'est pourquoi nous préconisons - nous insistons sur ce point auprès de toutes les Croix-Rouges nationales qui s'intéressent à ce travail - l'unification de la manière dont les demandes de renseignements sont établies. Il conviendrait que ces renseignements arrivent sur des documents-type, du même format, pouvant être classés dans un fichier. En ce qui concerne les renseignements fournis par le Bureau officiel, un tel procédé permet d'éviter que ces documents soient recopiés. En outre, nous avons pu constater, à la réception de certaines lettres, que des documents contenaient des renseignements

relatifs à des prisonniers de guerre de diverses nationalités, alors que, au premier abord, tel ne semblait pas devoir être le cas. Certaines listes se rapportent quelquefois à 3, 4, 5 ou même 6 nationalités différentes. Une transcription et une répartition sont alors nécessaires. Au point de vue du principe, nous sommes tous d'accord sur la nécessité d'une certaine standardisation des documents écrits et des demandes émanant des familles, des bureaux de Croix-Rouge et bureaux officiels. Il est évident que nous ne pouvons pas entrer dans des détails techniques; nous ne pouvons pas indiquer la manière dont ces documents doivent être établis. Certaines Croix-Rouges nationales ont, à cet égard, fait des suggestions. Il est possible que d'autres délégations jugent encore utile de le faire. Notre rôle sera de coordonner ces vœux pour arriver à l'établissement de formules simples, vu l'importance du rôle des transmissions.

Je vous demande, en conséquence, de nous faire vos suggestions, elles seront les bienvenues. Nous avons des bureaux habitués à l'étude de ces problèmes. Si nous proposons aux Gouvernements une solution pratique, nous le ferons au nom des Sociétés nationales. Si ce travail est bien fait, cela prouvera le concours que les Sociétés nationales peuvent apporter aux Gouvernements dans cet ordre d'idées.

En ce qui concerne la radio, il y a lieu de distinguer la radic-téléphonie ou verbale et la radio-télégraphie. La radio-téléphonie peut être dangereuse si les noms ne sont pas bien compris. Au surplus la communication des listes par radio-téléphonie a les avantages et les inconvénients qui ont été signalés, notamment du fait que les noms ne sont pas toujours bien compris, que les nouvelles ne sont pas toujours exactement transmises. Pour qu'un nom puisse être retransmis avec sécurité, il doit être épelé, même deux fois, et toutes les indications d'identification doivent être données. Nous avons étudié cette question d'une manière particulièrement attentive et avons constaté que, pour chaque nom, 3 minutes étaient nécessaires pour assurer une transmission nette.

En outre, la plupart des Gouvernements se sont opposés à ce que nous nous servions de ce procédé, pour des raisons qu'on peut facilement comprendre. Quant à la transmission par radio-télégraphie, les nouvelles découvertes permettent de considérer ce moyen comme très important. Mais il faut que la transmission soit bonne. Dans ce but - et à cet égard notre idée rencontre celle qui a été exprimée par la délégation australienne - ,il y aurait lieu qu'une convention internationale, grâce aux décisions prises par les organes internationaux de radiodiffusion, prévoie une longueur d'onde protégée qui serait attribuée à l'Agence centrale, longueur d'onde qui pourrait être employée selon les vœux des Gouvernements.

Comme vous le savez, les longueurs d'onde sont en effet distribuées par les organes internationaux de radio-diffusion qui, comme la Conférence de Bruxelles vient de le faire remarquer, verront peut-être leurs compétences passer à l'O.N.U.

Si les Croix-Rouges nationales estiment que l'Agence centrale des prisonniers de guerre doit posséder une longueur d'onde protégée, un vœu pourrait être exprimé dans ce sens.

Quant à l'utilisation de cette longueur d'onde, elle serait conforme au vœu des Gouvernements en guerre et faciliterait grandement les travaux de l'Agence centrale des prisonniers de guerre.

Je crois en outre que la radio-télégraphie peut être d'une extrême utilité. Je rappelle ce qu'on a dit tout à l'heure des messages transmis par le Saint-Siège, qui a pu faire ce qu'il a fait parce qu'il possédait, lui, un poste émetteur. Je crois toutefois que les messages transmis par le service du Saint-Siège ont porté sur un nombre relativement restreint de personnes et ne s'appliquaient pas à l'ensemble des prisonniers de guerre, tout simplement parce que le Saint-Siège n'en avait pas la possibilité.

En définitive, je souhaite que ce moyen soit étendu pour tous les prisonniers de guerre militaires et civils ainsi que, éventuellement, à la transmission de messages. Je répète également qu'il serait hautement désirable, comme l'a déclaré la représentante de la Croix-Rouge australienne, qu'une longueur d'onde spéciale et protégée soit attribuée à l'Agence centrale des prisonniers de guerre.

Dr WOO, Chine (traduction de l'anglais): Je tiens à signaler d'emblée que je ne pense pas pouvoir limiter le temps de mon intervention à 3 minutes. Si vous en avez assez, vous voudrez bien me le dire.

En Chine, la guerre est différente de ce qu'elle est en Europe. Considérant que ses conditions sont différentes, il faut également prévoir d'autres méthodes.

Quand le nombre des prisonniers est considérable, il est impossible d'écrire un nombre suffisant de cartes, nous y passerions notre existence.

D'autre part, lorsqu'on transmet aux Japonais une liste de prisonniers de guerre, ils ne manquent pas de venir immédiatement bombarder le lieu indiqué. Au surplus, les Japonais faits prisonniers de guerre par nos troupes refusent de donner leurs noms ou donnent très facilement un faux nom.

ce qui crée inévitablement une confusion si on transmet les noms ainsi obtenus.

Une autre difficulté réside également dans l'emploi de notre langue. En effet, s'il fallait transmettre des listes complètes de prisonniers de guerre, il faudrait utiliser 4 ou 5 langues différentes.

Pour appuyer les déclarations faites par la délégation australienne, je tiens à dire que de nombreux prisonniers de guerre chinois capturés par les Japonais étaient décédés au moment où les listes de prisonniers de guerre nous ont été transmises.

On s'est étonné parfois du nombre très restreint de prisonniers de guerre faits par les armées chinoises. L'opinion publique s'est parfois demandée la raison d'un tel état de choses. On s'est même demandé si nous les tuions. La plupart du temps, nous ne faisons pas de prisonniers de guerre, car les Japonais qui étaient sur le point d'être capturés se suicidaient ou mouraient en cours de route à la suite de tentatives de suicide.

Pour ces diverses raisons, je suggère au C.I.C.R. de trouver des solutions qui soient également applicables pour la transmission des renseignements en Extrême-Orient. Ce n'est pas nécessairement par la radio qu'on obtiendra les meilleurs résultats. En effet, dans un pays comme le nôtre, si l'on voulait épeler tous les noms, on passerait des journées entières à lire des listes. Il faudrait, en définitive, trouver quelque chose de pratique. Je relève qu'il est très difficile d'indiquer le lieu où se trouvent les prisonniers de guerre, car très souvent, avant même que la liste ait pu être transmise, on est obligé de changer les prisonniers de guerre de camp. Une telle façon de procéder nous a été imposée par les incessants bombardements de camps opérés par les Japonais. En un mot, il s'agit de trouver une solution aussi pratique que possible.

Le PRESIDENT: Dans ses documents, le Comité vous a fait des propositions pratiques qui n'ont pas encore été abordées ni discutées. Il serait peut-être intéressant de connaître votre opinion sur ces propositions.

Miss THORNTON, Grande-Bretagne (traduction de l'anglais): En ce qui concerne la remarque faite par le délégué de l'Iran sur la transcription des noms, je tiens à rendre hommage à l'Agence centrale des prisonniers de guerre pour la façon remarquable dont elle a transmis avec exactitude les noms des prisonniers de guerre anglais.

Je voudrais d'abord suggérer, en ce qui concerne l'élaboration de la future Convention révisée, qu'on prévoie l'interdiction pour les Puissances détentrices d'utiliser les prisonniers de guerre pour faire des messages à la radio. Il est arrivé souvent qu'on entende à la radio des voix de prisonniers qu'on a appris par la suite être décédés. Leur voix était contrefaite. De telles émissions créent un sentiment extrêmement pénible.

D'autre part, en ce qui concerne la radio-téléphonie, c'est un mauvais système. Si une longueur d'onde spéciale était attribuée à l'Agence centrale des prisonniers de guerre, les réceptions seraient faites par les Gouvernements. La possibilité pour les Croix-Rouges d'obtenir rapidement les renseignements transmis par l'Agence centrale des prisonniers de guerre dépendrait donc des relations plus ou moins bonnes existant entre les Sociétés nationales de Croix-Rouge et les Gouvernements. Pour notre part, je tiens à faire remarquer que nous avons toujours été en excellentes relations avec le Gouvernement et obtenu rapidement les transmissions faites de cette manière par radio.

Dr MASCHERONI, Argentine (traduction de l'espagnol): J'ai assisté avec beaucoup d'intérêt aux discussions de la Commission. Je pense que les transmissions par radio peuvent être intéressantes, car elles sont les plus rapides. Toutefois, il y aurait lieu d'attribuer une longueur d'onde spéciale au Comité international. Les informations erronées auxquelles on a fait allusion tout à l'heure pourraient être évitées si le Comité lui-même contrôlait les émissions. D'un autre côté, je pense qu'en donnant le nom et le prénom du prisonnier ainsi que son numéro de contrôle, on pourrait de la sorte éviter des erreurs qui, sans cela, seraient presque inévitables. La question principale est donc celle-ci: ces émissions doivent être faites sous le contrôle du Comité international. Si les émissions ont lieu dans un camp de prisonniers, il faudrait qu'un délégué du Comité international assiste à cette émission. Avec le système de longueur d'onde et d'heures d'émission déterminées d'avance, il ne serait pas possible d'aboutir à de fausses émissions faites au nom du Comité international ou contrôlées par lui.

Médecin -Général SICE, France: Permettez-moi de dire simplement un mot pour appuyer la proposition de la délégation britannique. Le modèle de cartes uniformes suggéré permettrait aux Croix-Rouges intéressées de suivre leurs prisonniers. D'autre part, l'emblème de la Croix-Rouge protégeant une onde déterminée permettrait un travail efficace. Ces deux

suggestions doivent donc être retenues. Une sous-Commission pourrait se charger d'étudier ce problème et le mettre au point.

M. OSBORNE, Afrique du Sud (traduction de l'anglais) Il me paraît utile que Madame Frick-Cramer fasse partie de la sous-Commission de rédaction. Je fais donc une proposition dans ce sens.

M. GALLOPIN, Directeur-délégué du C.I.C.R.: J'ai écouté avec un vif intérêt ce qui nous a été dit tout à l'heure par le représentant de la délégation chinoise sur les difficultés qu'on a éprouvées en Extrême-Orient dans l'application pratique de la Convention. En écoutant cet exposé, je pensais à la proposition qui nous a été faite hier par la délégation yougoslave. En étudiant ce problème, on constate la nécessité qu'il y a - pour reprendre le terme même employé - à "populariser" la Convention de Genève. Il ne suffit pas que cette Convention devienne universelle; il ne convient pas qu'elle soit seulement un instrument accepté et reconnu par les Gouvernements, mais il faut que toutes les personnes qui se trouvent dans la position de prisonniers de guerre sachent exactement quels sont leurs droits et leurs devoirs; cela permettrait d'éviter les écueils que l'on rappelait tout à l'heure.

Concernant l'utilisation de la radio, je rappelle que le contrôle de cette utilisation doit être étudié en rapport avec la proposition que nous examinerons tout à l'heure et consistant à renforcer l'utilisation du système des cartes de capture. Par ces cartes, qui émanent des prisonniers eux-mêmes, qui sont donc les pièces les plus authentiques, on peut vérifier les indications qui sont données par les Gouvernements. Il n'y a donc pas trop de souci à se faire sur ce point, à condition, bien entendu que l'on attache de l'importance à la carte de capture.

En réponse à la question posée par le représentant de la délégation chinoise, je tiens à dire que la carte de capture permet d'alléger dans une certaine mesure la tâche des Gouvernements, qui peuvent se trouver tout à coup en présence d'une quantité considérable de prisonniers. Si l'on adopte le système des cartes de capture, qui, je le répète, sont établies par les prisonniers de guerre eux-mêmes, la tâche du Gouvernement est extrêmement facilitée.

Elle consiste à mettre largement à disposition des intéressés les cartes de capture. Ce sont les prisonniers qui les remplissent et font le travail. Ces cartes sont adressées aux familles comme c'est actuellement prévu dans les Conventions.

On pourrait aussi envisager de les transmettre à l'Agence centrale des prisonniers de guerre. De cette manière, nous aurions un moyen supplémentaire - que nous avons du reste introduit pendant la guerre - pour vérifier les renseignements qui nous parviennent.

Dr McGINNES, Etats-Unis (traduction de l'anglais):
Je ne suis pas compétent pour traiter de l'aspect technique de la question. Je voudrais souligner une chose. Je suis d'accord qu'il faut standardiser et unifier autant que possible l'établissement des renseignements, mais je trouve qu'il ne faudrait pas aller trop loin. Il devrait s'agir d'une standardisation minimum. Si nous adoptons un régime trop strict, nous pourrions être gênés par la suite, si des progrès étaient réalisés dans ce domaine.

Le PRESIDENT: L'assemblée paraît d'accord sur le principe d'une simplification, d'une certaine standardisation des méthodes. Mais, comme vient de le faire remarquer le délégué de la Croix-Rouge américaine, dans l'unification il faut rester souple.

Une idée qui me paraît spécialement intéressante et belle est celle d'une onde associée au signe de la Croix-Rouge. Cette suggestion me paraît devoir être spécialement retenue.

Avant de lever la séance, j'ai encore quelques communications à vous faire. En premier lieu, le texte en anglais du projet yougoslave sera distribué après la séance. En second lieu, je constate que la sous-Commission de secours que nous avons constituée ne semble pas remporter beaucoup de succès. En effet, peu de Croix-Rouges y sont représentées. Pour éviter que les mêmes discussions se déroulent au sein de la sous-Commission et de la Commission plénière, je prie les différentes Croix-Rouges nationales de bien vouloir désigner un délégué pour cette sous-Commission.

Mme RIBNIKAR, Yougoslavie: Permettez-moi d'attirer votre attention sur une question qui me semble fondamentale. On ne peut pas créer une sous-Commission sans mandat. Or, la sous-Commission des secours ne possède pas de véritable mandat. En outre, je tiens à relever que pour les délégations qui ne comprennent que très peu de membres, il n'est pas possible d'envoyer un représentant dans toutes les sous-Commissions. Je propose en conséquence de réunir la sous-Commission des secours avec la Commission. Si des difficultés devaient surgir, un petit sous-comité pourrait les examiner et présenter son rapport à la Commission.

Le PRESIDENT: La décision a été prise en Commission de former une sous-Commission des secours. Je pense donc qu'une telle décision constitue bel et bien un mandat. En second lieu, si la sous-Commission ne comprend pas suffisamment de membres, je crains que les questions qu'elle aurait à discuter soient à nouveau portées devant la Commission plénière. Il y a là un écueil à éviter. Je comprends fort bien la difficulté que peut rencontrer une délégation peu nombreuse, car il est bien certain que les mêmes personnes ne peuvent pas assister à deux assemblées délibérant en même temps.

Mme FRICK-CRAMER, membre du C.I.C.R.: Nous avons décidé de scinder cette Commission en deux parties siégeant simultanément pour permettre d'avancer plus rapidement les débats. Toutefois, si tel était le vœu de la majorité de la Commission, il faudrait peut-être revenir sur cette décision et prévoir quelques après-midis de liberté pour traiter en sous-Commission les questions spéciales de secours. De cette façon, nous ne pourrions peut-être pas arriver au bout de l'ordre du jour. J'indique toutefois cette solution pour essayer de satisfaire chacun.

Prof. MILLOT, vice-Président, France:

Je voudrais rassurer la représentante de la délégation yougoslave. S'il n'est pas possible à toutes les délégations de se faire représenter à la sous-Commission, il n'en reste pas moins que les questions de secours seront examinées par des experts qui feront rapport à la Commission plénière, où tout le monde sera présent. De plus, toute la question sera reprise en assemblée plénière. Dès lors, la délégation yougoslave aura certainement l'occasion de prendre la parole sur ces objets toutes les fois qu'elle en manifestera le désir.

Le PRESIDENT: La Commission Mixte de Secours de la Croix-Rouge internationale sera heureuse de faire visiter ses entrepôts à tous les délégués, cet après-midi dès 17 heures, à l'issue des séances.

Des cars attendront les délégués dès 17 heures devant l'Ecole de la Rue d'Italie, et ils les ramèneront à Genève à la fin de l'après-midi, entre 18 h.15 et 18 h.30.

M. PESMAZOGLOU, vice-Président, Grèce: Les membres de la sous-Commission du rapport sont priés de bien vouloir

revenir dans cette salle après le thé. Comme le voeu en a été exprimé, cette sous-Commission comprendra également un représentant du C.I.C.R. en la personne de Mme Frick-Cramer, ainsi qu'un représentant de la Croix-Rouge norvégienne.

La séance est levée à 12 heures.